

UNE
ROUTE
IMPECCABLE

L'IMAGE D'UNE ÉCONOMIE PROSPÈRE

P.6

L'ÉCLAT DE LA RÉUSSITE
FÉMININE DANS LE
CURSUS SCOLAIRE
DES FILLES
BRILLANTES POUR UN
AVENIR BRILLANT

P.4

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Mercredi 31 janvier 2024 - N°: 59 - Prix:10 DA

SPORT

DERNIER DU
CLASSEMENT
LE MC ORAN RENFORCE
SES RANGS AVEC DEUX
JOUEURS

P.12

À LA DEMANDE DE L'ALGÉRIE

Le Conseil de sécurité se réunit autour de la décision de la CIJ sur Ghaza

Les membres du
Conseil de sécurité
des Nations unies
tiendront mercredi à
New York, une réunion
d'urgence, à la
demande de l'Algérie,
sur la question
palestinienne, en vue
de débattre de la
décision de la Cour
internationale de
justice (CIJ),
concernant les
mesures conservatoires
imposées à l'entité
sioniste pour ses
agressions barbares
contre le peuple
palestinien dans la
bande de Ghaza.

Lire en page 3



Règles de prévention, d'intervention et de
réduction des risques de catastrophes

Le texte de loi adopté au Conseil de la nation

P.2

Le voyage artistique de
nasreddine dinet
**L'Algérie à
travers la
peinture et la foi**

P.5

Stockage des céréales
**Réalisation de
neuf centres
locaux à Ouargla**

P.7

LA RUSSIE

**LE KREMLIN NE SOUHAITE "AUCUNE ACTION"
SUSCEPTIBLE DE DÉSTABILISER LE MOYEN-ORIENT**

P.9

(OPINION)

L'ALLEMAGNE CONTRE L'EUROPE ?

P.11

RÈGLES DE PRÉVENTION, D'INTERVENTION ET DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le texte de loi adopté au Conseil de la nation

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, hier, à Alger lors d'une session plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, le texte de loi portant règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable.

A l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a précisé que ce texte marque "une nouvelle étape dans la prise en charge des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable" et "pose ainsi les bases d'un cadre juridique solide qui incarne le 33e engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il a souligné la nécessité d'œuvrer à assurer un cadre de vie de qualité respectant les exigences du développement durable, la préservation de l'environnement, la protection des biens et la sauvegarde des ressources". Il a, également, exprimé l'engagement de son secteur à compléter ce nouvel arsenal à travers la promulgation de textes d'application de



cette loi dans les plus brefs délais, outre l'adoption d'un plan de communication et de promotion pour les différentes dispositions de la loi en coordination avec les différents acteurs, afin de garantir leur mise en œuvre effective et fluide. Ce texte qui compte 92 articles répar-

tis sur 9 chapitres, dont 24 articles nouveaux et 66 autres reformulés, vise à remédier aux insuffisances enregistrées dans la loi en vigueur à travers "la définition des objectifs stratégiques et l'appréhension des risques, le respect de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai". Ce

projet introduit également de nouveaux risques, notamment ceux liés au changement climatique outre les risques cybernétiques et biotechnologiques. Le même projet vise à définir les moyens de financement, investir davantage dans la prévention et la prévision,

améliorer la gouvernance à travers la répartition et la définition claire des responsabilités et des tâches, ainsi que la coordination entre les secteurs, activer la participation de la société civile, consacrer le concept de prévention, d'intervention et renforcer la capacité de résilience. Pour sa part, la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation, a salué, à travers son rapport complémentaire, les dispositions de cette loi qui consacrent "le droit à une nouvelle approche anticipative" permettant de réduire les risques et les effets des catastrophes, tout en appelant à "développer les moyens de prévention", outre le "renforcement de la recherche scientifique dans le domaine de la gestion des catastrophes et la formation de cadres dans ce domaine".

JOURNÉE D'ÉTUDE DANS LES WILAYAS DE L'EST DU PAYS

La relation entre la formation professionnelle et les partenaires économiques et sociaux au menu

Une journée d'étude sur "La relation entre la formation et l'enseignement professionnels et le partenaire économique et social" a été organisée, hier, dans les wilayas de l'Est du pays, en présence de partenaires du secteur de la formation professionnelle. A Sétif, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a supervisé cette rencontre au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), en présence des représentants des secteurs de la formation professionnelle et de l'industrie, tandis qu'à Constantine, six (6) conventions ont été signées entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, d'une part, et l'ETRAG (entreprise de production de tracteurs agricoles), le Centre de Recherche en sciences pharmaceutiques (CRSP), la chaîne hôtelière Marriott, la Société de Maintenance de l'Est (SME) et l'Établissement de gestion des services aéroportuaires (EGSA). Dans la wilaya de M'sila, la direction de la formation professionnelle a signé, au siège de l'APW, deux conventions de partenariat, la première avec l'entreprise de plâtre et dérivés et la seconde avec une société spécialisée dans les travaux routiers. Ces conventions concernent la formation continue des travailleurs et leur recyclage. A Batna, plusieurs accords de coopération et de partenariat ont été signés, au cours d'une journée d'étude, entre la direction du secteur et certains

partenaires économiques publics et privés, tels que la Chambre de l'agriculture, la société des ciments d'Ain Touta (SCIMAT) Cimenterie d'Ain Touda, la société des produits miniers non ferreux (ENOF) d'Ichemoul, et une entreprise privée de transformation des plastiques et de fabrication de tuyaux et accessoires en plastique. Une journée d'étude similaire a été organisée à Annaba, au cours de laquelle quatre (4) conventions destinées à favoriser l'insertion professionnelle des diplômés de la formation professionnelle, ont été signées entre le secteur de la formation et l'entreprise de gestion touristique (EGT) gérant l'hôtel Mountazah de Seraidi, l'Entreprise nationale de matériel de travaux publics, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et Société d'études techniques. Dans la wilaya de Guelma, 2.591 diplômés du secteur de la formation professionnelle ont bénéficié de postes de travail permanents dans les secteurs administratif et économique (public et privé), dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. De même que 3.150 stagiaires ont obtenu des postes d'emploi auprès de différents partenaires et entreprises économiques, selon ce qui a été révélé, mardi, en marge d'une journée d'étude, par le directeur local du secteur, Lazhar Boudraa. La même journée d'étude, organisée à Oum El Bouaghi, a été marquée par la signature de quatre (4)

conventions de partenariat entre le secteur de la formation professionnelle, et l'Algérienne des eaux (ADE), la direction des œuvres universitaires, la Direction des services universitaires (université Larbi Ben M'hidi), la cimenterie GICA de Sigus, et la coopérative agricole El-Hidhab. A Ouled Djellal, huit (8) conventions ont été conclues avec des organismes publics et des entreprises économiques privées pour permettre aux titulaires d'un certificat d'apprentissage de parfaire leur formation avant d'être recrutés "directement" par ces établissements. A Mila, ce sont onze (11) conventions qui ont été signées en vue de l'accueil et de l'intégration d'apprentis dans plusieurs entreprises économiques de statut privé. Ces conventions devant entrer en vigueur aussitôt après leur signature par la direction locale de la formation professionnelle et les partenaires économiques, comprennent 108 postes d'apprentissage avec possibilité d'insertion professionnelle après la fin de la période de formation dans plusieurs disciplines, notamment la construction, l'agriculture, la production animale, l'électricité, la mécanique industrielle, la plomberie et la soudure. Parmi les accords signés ce mardi figure également un accord garantissant l'ouverture de 15 postes pour les diplômés des centres de formation professionnelle dans une entreprise privée de production de conserves.

Cérémonie de la finale de la coupe militaire de football

Arrivée du président de la République au CREPESM

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, est arrivé, dans l'après-midi d'hier au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM), "Chahid Messaoud Boudjeriou", à Benaknoun (Alger), pour présider la cérémonie de la 51e édition de la finale de la coupe militaire d'Algérie de football. A son arrivée, le président de la République a été accueilli, par le Général d'Armée, Saïd Chanagriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), où il a écouté l'hymne national au moment où des formations des différentes forces militaires de l'ANP lui rendaient les honneurs. Le président de la République a, par la suite, salué le Général d'Armée Commandant de la Garde républicaine, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants des Forces armées et de la Gendarmerie nationale (GN), le Commandant de la 1e Région militaire, le chef du département Emploi-préparation de l'état-major de l'ANP, ainsi que le chef de service des sports militaires.

A LA DEMANDE DE L'ALGÉRIE

Le Conseil de sécurité se réunit autour de la décision de la CIJ sur Ghaza

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies tiendront mercredi à New York, une réunion d'urgence, à la demande de l'Algérie, sur la question palestinienne, en vue de débattre de la décision de la Cour internationale de justice (CIJ), concernant les mesures conservatoires imposées à l'entité sioniste pour ses agressions barbares contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et des efforts incessants de l'Algérie pour défendre la cause palestinienne, notamment au sein du Conseil de sécurité où elle siège, depuis le 1er janvier, en tant que membre non-permanent.

Dans le cadre des préparatifs pour cette réunion, la mission de l'Algérie à New York a eu, au cours de ces derniers jours, une série d'intenses consultations.

Ainsi, une réunion restreinte a été tenue vendredi à la mission algérienne, immédiatement après le verdict de la CIJ, en présence du représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, ainsi que des représentants de la Palestine et de l'Afrique du Sud. Cette dernière est à l'origine de la plainte, examinée par la CIJ, dans laquelle Pretoria accuse de crimes génocidaires l'entité sioniste au cours de son agression, lancée le 7 octobre 2023, contre Ghaza.

De plus, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a participé à une réunion d'urgence du Groupe arabe à New York, consacrée à l'examen des mesures pratiques nécessaires à prendre suite à la décision de la CIJ.

A cet égard, les ambassadeurs arabes ont exprimé leur appréciation des efforts incessants de l'Algérie pour défendre la cause palestinienne, notamment au sein du Conseil de sécurité, faisant part de leur plein soutien à la proposition de l'Algérie portant tenue de cette réunion. Il a également été décidé de soumettre un projet de résolution du Conseil de sécurité à la lumière des développements provenant de La Haye.

Par ailleurs, le diplomate algérien a eu des consultations avec de nombreux représentants d'Etats, en particulier ceux membres du Conseil de sécurité, afin d'assurer une préparation optimale de cette réunion qui constituera



la première pierre d'une série de mesures ultérieures visant à mettre fin aux pratiques de l'occupant sioniste qui se croit, à tort, intouchable et inexpugnable.

Dans ce même contexte, l'ambassade de l'Etat de Palestine en Algérie a salué «solennellement», les hautes instructions du président Tebboune, données à la mission permanente de l'Algérie auprès des Nations unies pour demander la tenue d'une telle réunion, se félicitant du rôle majeur de l'Algérie dans le soutien au droit palestinien, ce qui consacre ses positions inaliénables et historiques vis-à-vis de la cause palestinienne.

Le Conseil de la Ligue arabe a salué lui aussi l'initiative de l'Algérie, «en sa qualité de membre arabe au Conseil de sécurité, consistant à appeler à une réunion d'urgence de l'organe onusien, en vue de prendre les mesures nécessaires afin d'activer la décision de la CIJ et amener l'entité sioniste à la mettre en œuvre. Pour rappel, la CIJ avait ordonné, vendredi dernier, à l'occupant sioniste de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher des actes de génocide contre les Palestiniens et améliorer la situation huma-

nitaire à Ghaza.

Dans sa réaction immédiate, l'Algérie a dit «prendre connaissance avec intérêt» du prononcé de la CIJ, ce qui témoigne de la justesse de l'initiative du président Tebboune, premier chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales.

La situation au Moyen-Orient au centre d'une réunion hier du Conseil de sécurité

En attendant la réunion de mercredi, les membres du Conseil de sécurité tiennent ce mardi, des consultations privées sur «La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne». Sigrid Kaag, coordonnatrice principale de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Ghaza, devrait faire un exposé au cours de cette réunion et informer les membres du Conseil des mesures qu'elle entend prendre pour mettre en œuvre son mandat, a-t-on indiqué sur le site internet de l'ONU.

De leur côté, les membres du Conseil pourraient demander à Kaag de faire

le point sur la situation humanitaire dans la bande de Ghaza.

«Bien que ce ne soit pas l'objet prévu de la réunion de ce mardi, Kaag et les membres du Conseil feront probablement référence aux développements récents concernant l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)», d'après la même source.

A rappeler que certains gouvernements occidentaux ont décidé de suspendre leurs financements au profit de l'UNRWA. Ce dernier a annoncé, lundi, qu'il ne sera plus en mesure de poursuivre ses opérations à Ghaza et dans la région au-delà de la fin du mois de février prochain, si le financement ne reprenait pas.

L'agression sioniste sur la bande de Ghaza a fait, depuis le 7 octobre, 26.751 martyrs, dont la majorité sont des femmes et des enfants, et 65.636 blessés, selon un dernier bilan provisoire. En outre, plus de 8.000 martyrs sont sous les décombres et sur les routes, où les forces d'occupation empêchent les ambulances de les atteindre.

Samir M.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PARTENAIRES ÉCONOMIQUES

Plusieurs conventions signées

Plusieurs conventions de partenariat ont été signées hier à Alger, entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des partenaires économiques, avec pour objectif d'assurer une main d'œuvre qualifiée et capable de suivre l'évolution technologique.

Lors de la journée d'études organisée au Cercle national de l'Armée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, sur la relation entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et le partenaire économique, sous le thème «Formation professionnelle et partenariat économique- perspectives prometteuses», douze (12) conventions-cadre ont été signées entre la direction de la formation et de

l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger et des partenaires économiques.

La cérémonie de signature a été coprésidée par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi et le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger, Mokhtar Bennaili a affirmé que la signature de ces conventions qui concernent différents domaines, tend à «développer l'esprit entrepreneurial chez les demandeurs de formation, à travers certaines nouvelles structures qui ont été introduites dans le secteur de la formation profession-

nelle, à l'instar de la maison de l'accompagnement, les clubs d'innovation et l'association des amateurs au niveau de tous les établissements de formation à travers le pays, ce qui permettra, selon lui, au secteur de concrétiser la transformation numérique et économique».

Pour le même responsable, les établissements de formation «veillent à s'adapter aux transformations qui surviennent dans le domaine économique, à l'évolution technologique et aux changements dans les programmes de formation, de même qu'ils tendent à introduire la technologie, en vue de permettre à l'apprenant de l'appréhender avant d'accéder au monde du travail».

A cette occasion, quatre (4) conven-

tions de partenariat ont été signées entre l'Office national de développement et de promotion de la formation continue (ONDEFOC) et les partenaires économiques.

Le directeur général de l'ONDEFOC, Slimane Djoudi a indiqué que les conventions de partenariat avec les partenaires économiques publics et privés «visent à mettre en relief les différentes activités de l'Office en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), sous la tutelle du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi qu'à «répondre aux demandes des partenaires en main d'œuvre qualifiée et capable de suivre l'évolution technologique».

R. N.

L'ÉCLAT DE LA RÉUSSITE FÉMININE DANS LE CURSUS SCOLAIRE

Des filles brillantes pour un avenir brillant

L'évolution du rôle des filles dans le cursus scolaire constitue un chapitre fascinant de l'histoire éducative. Au fil des décennies, les progrès constants ont propulsé les filles vers la réussite académique, brisant les barrières traditionnelles et ouvrant des horizons prometteurs.

L'essor de l'éducation pour les filles a été impulsé par des mouvements sociaux et des réformes éducatives qui ont œuvré en faveur de l'égalité des sexes. L'accès équitable à l'éducation a été érigé en principe fondamental, permettant aux filles d'explorer pleinement leur potentiel intellectuel.

Les statistiques révèlent une réussite croissante des filles dans diverses disciplines. Les filles surpassent souvent les garçons dans les résultats scolaires, démontrant une détermination exceptionnelle et une quête de l'excellence. Cette réussite s'étend du primaire à l'enseignement supérieur, reflétant la constance de leur engagement éducatif. L'amélioration de la réussite des filles s'accompagne d'une diversification des choix académiques et professionnels. Autrefois confinées à des domaines restreints, les filles explorent désormais des carrières variées, accédant aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie, aux mathématiques, et à d'autres disciplines longtemps dominées par les hommes. La réussite éducative des filles va au-delà des diplômes et des honneurs académiques. Elle renforce leur autonomie, leur confiance en elles et leur capacité à influencer positivement leur communauté. L'éducation devient ainsi un catalyseur pour l'émancipation et l'autonomisation des femmes, favorisant une société plus équilibrée et progressiste. Malgré ces avancées, des défis subsistent, notamment en matière d'accès équitable, de stéréotypes de genre persistants et de disparités dans certaines disciplines. L'engagement continu envers l'égalité des sexes dans l'éducation demeure crucial pour garantir que chaque fille ait la possibilité de réaliser son potentiel. La réussite croissante des filles dans le cursus scolaire représente une victoire pour l'égalité des sexes et une source d'inspiration. Néanmoins, la quête d'une éducation inclusive et équitable doit persévérer, créant ainsi un avenir où chaque fille peut poursuivre ses rêves sans entraves, laissant son empreinte dans tous les domaines de la société.

Une source d'optimisme et de fierté nationale

L'éducation en Algérie a connu une transformation remarquable au fil des années, et l'un des aspects les plus inspirants de cette évolution est la réussite croissante des filles dans le domaine académique. Les femmes algériennes ont démontré une détermination exceptionnelle pour surmonter les obstacles et exceller dans leurs études, contribuant ainsi de manière significative au progrès éducatif et social du pays. Au cours des dernières décennies, l'Algérie a travaillé activement à promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation, éliminant les barrières qui entravaient l'accès des filles à l'éducation. Des initiatives gouvernementales telles que la construction d'écoles et la mise en place de programmes de bourses ont ouvert de nouvelles opportunités pour les filles, encourageant ainsi leur participation active dans le système éducatif. Les filles en Algérie se distinguent de plus



en plus par leurs performances académiques exceptionnelles. Elles excèdent souvent leurs homologues masculins dans divers domaines, y compris les sciences, les arts, et les sciences sociales. Cette réussite académique reflète non seulement leur dévouement, mais également la qualité des enseignements dispensés dans les établissements éducatifs du pays. Le soutien croissant des familles et de la société en général a également joué un rôle crucial dans le succès des filles dans les études en Algérie. Les mentalités évoluent, et de plus en plus de parents encouragent activement leurs filles à poursuivre des études supérieures et à poursuivre des carrières ambitieuses. La réussite des algériennes dans les études en Algérie ne se limite pas à l'aspect académique ; elle contribue également à l'émancipation économique et sociale des femmes. L'éducation des femmes favorise l'autonomie financière, ouvrant la voie à des opportunités professionnelles variées et renforçant ainsi leur rôle dans le développement économique du pays. La visibilité croissante de femmes algériennes accomplies dans divers domaines inspire la jeune génération à poursuivre l'excellence académique. Des femmes leaders, qu'elles soient dans le domaine des affaires, de la politique, des sciences, ou des arts, servent de modèles positifs, montrant aux filles qu'elles peuvent réaliser leurs rêves et surmonter tous les défis. La réussite des filles dans les études en Algérie est une source d'optimisme et de fierté nationale. L'investissement continu dans l'éducation des femmes contribue non seulement à l'épanouissement individuel, mais

aussi au progrès global de la société. Cela souligne la nécessité de maintenir et de renforcer les politiques éducatives favorables à l'égalité des sexes, afin de garantir un avenir prometteur et équilibré pour les générations à venir.

Renforcement de l'estime de soi

Les enseignants témoignent unanimement de l'impact positif sur l'estime de soi des filles au sein du système éducatif. En encourageant la participation active en classe et en reconnaissant leurs réalisations, nous observons une augmentation significative de la confiance en soi chez les élèves féminines. Cela se traduit souvent par une motivation accrue pour exceller dans leurs études. Les enseignants constatent également une évolution notable dans les aspirations professionnelles des filles. À mesure qu'elles réussissent académiquement, elles osent envisager des carrières auparavant considérées comme inaccessibles. Le renforcement des compétences et des connaissances stimule leur curiosité, ouvrant la voie à des choix professionnels diversifiés et ambitieux. L'éducation joue un rôle crucial dans l'éradication des stéréotypes de genre, et les enseignants sont souvent en première ligne de cette transformation. En reconnaissant et en valorisant les capacités individuelles plutôt que de se conformer à des attentes basées sur le genre, les enseignants contribuent à créer un environnement où les filles se sentent libres de poursuivre leurs intérêts sans entraves. Les enseignants soulignent l'importance

de promouvoir l'inclusion dans la salle de classe. En favorisant un environnement éducatif où chaque élève se sent entendu et respecté, ils constatent une amélioration de la participation et des performances des filles. L'inclusion favorise un échange d'idées diversifié, enrichissant l'expérience éducative pour tous. Cependant, les enseignants reconnaissent également les défis persistants, tels que les stéréotypes de genre persistants et les disparités dans certaines disciplines. Ils appellent à des initiatives continues visant à sensibiliser, à créer des opportunités égales et à éliminer les obstacles qui pourraient entraver la réussite continue des filles dans le cursus scolaire. Les témoignages des enseignants mettent en lumière les progrès significatifs réalisés dans la réussite éducative des filles. Leur engagement à créer des environnements éducatifs inclusifs et égaux contribue à façonner une génération de femmes fortes, compétentes et prêtes à relever les défis du monde moderne. La réussite croissante des filles dans le cursus scolaire a élargi leurs horizons. L'école et la famille les encouragent à explorer une diversité de matières et à envisager des carrières dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. Cette diversification des options éducatives leur permet de découvrir et de nourrir leurs passions, les préparant ainsi à des opportunités futures. Toutes en étant conscientes des défis persistants. Malgré les progrès, des stéréotypes de genre subsistent parfois, ce qui peut influencer les attentes et les jugements.

LE VOYAGE ARTISTIQUE DE NASREDDINE DINET

L'Algérie à travers la Peinture et la Foi

« Etienne Dinet, une passion algérienne ». Tel est l'intitulé de l'exposition dédiée à cet artiste qui se tient à l'Institut du Monde Arabe à Paris, du 30 janvier au 9 juin prochain. Cette exposition se veut un merveilleux voyage à la découverte de l'Algérie à travers les yeux de ce peintre orientaliste, qui s'est distingué par son immersion profonde dans la culture algérienne, au point d'en devenir un citoyen d'adoption. Pour la première fois depuis un siècle, le peintre est mis en lumière dans la capitale française.

C'est la première fois qu'un musée lui consacre une rétrospective depuis 1930. Si l'artiste semble avoir disparu des radars, ses toiles sont, elles, très recherchées sur le marché de l'art et depuis une vingtaine d'années, selon des experts. Nasreddine Dinet, de son vrai nom Alphonse-Étienne Dinet, est un peintre et écrivain français du XIXe et du début du XXe siècle. Né le 28 mars 1861 à Paris et décédé le 24 décembre 1929 à Boulogne-sur-Seine, il est surtout connu pour sa conversion à l'islam et son engagement dans la représentation artistique de la culture et de la vie en Algérie. Dinet a d'abord étudié à l'École nationale des beaux-arts de Paris, où il a développé ses compétences en peinture. Cependant, son véritable tournant artistique a eu lieu lorsqu'il a visité l'Algérie pour la première fois en 1884. Fasciné par la culture, les paysages et les traditions de ce pays, il a décidé de s'y installer. Au cours de ses séjours en Algérie, Dinet a développé une profonde admiration pour l'islam et a finalement embrassé la foi musulmane. Il a pris le nom de Nasreddine Dinet en signe de respect et de fidélité à sa nouvelle identité spirituelle. L'art de Dinet est imprégné de sa passion pour l'Algérie et l'islam. Il a créé de nombreuses œuvres représentant des scènes de la vie quotidienne, des paysages, des portraits et des scènes religieuses, capturant la beauté et la richesse culturelle de l'Algérie. Son style artistique est souvent caractérisé par des couleurs vives, des détails minutieux et une attention particulière aux émo-



tions et aux expressions des personnes qu'il représentait. En plus de son talent artistique, Nasreddine Dinet était également un écrivain prolifique. Il a écrit plusieurs livres sur l'islam, la culture arabe et ses expériences en Algérie. Ses écrits reflètent son profond respect pour la spiritualité et la sagesse islamiques, tout en encourageant la compréhension interculturelle et la tolérance. L'héritage de Nasreddine Dinet réside non seulement dans son œuvre artistique mais aussi dans sa

contribution à la promotion de l'appréciation culturelle et religieuse entre l'Occident et le monde musulman. Ses tableaux et écrits continuent d'inspirer et de sensibiliser les gens à la diversité et à la beauté de la culture arabo-musulmane. Nasreddine Dinet fut un artiste exceptionnel dont le parcours artistique et spirituel a laissé une empreinte significative sur le monde de l'art. Sa capacité à capturer la vie et la culture de l'Algérie, combinée à son engagement envers l'islam, a fait de

lui une figure importante dans le dialogue interculturel à travers l'art. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, Dinet ne s'est pas contenté de peindre le quotidien des colonisés. Il a aussi porté leurs voix auprès des autorités françaises. Il a critiqué l'attitude de la France pendant la colonisation, a dessiné les stèles des soldats musulmans morts pour la France et s'est battu pour que ces derniers ne soient pas enterrés sous des crucifix»,

R.C

ELLES REMONTENT À LA PÉRIODE ROMAINE Des sépultures découvertes à Guelma

Des sépultures renfermant des ossements humains remontant à la période romaine, ont été découvertes lors de travaux de restauration du Théâtre régional Mahmoud-Triki de Guelma, a indiqué, le directeur de wilaya de la culture et des arts, Boudjemaâ Benamirouche. Les fouilles entreprises ces derniers jours, sur décision du ministère de la Culture et des Arts, ont abouti à la découverte, sous la scène du théâtre, de

6 tombes renfermant des ossements humains, selon le même responsable qui a affirmé qu'il s'agit de tombes romaines remontant à l'antiquité tardive (entre le IIIe et le Ve siècle de notre ère). Benamirouche, assurant que le ministère de tutelle «a été immédiatement informé de la découverte», a déclaré qu'une première inspection avait été effectuée, localement, par une commission spécialisée de la direction de la culture et des arts, qui avait

conclu au fait qu'il «pourrait s'agir de tombes datant de l'époque romaine». Une conclusion confirmée à la fin des «fouilles de sauvetage» qui ont duré une semaine sous la supervision du CNRA.

Le même responsable n'a ajouté que la découverte de ces ossements, réenterrés depuis, «n'affecte en rien les travaux de restauration en cours depuis l'année dernière au théâtre régional, construit en 1880». Des travaux

visant une réhabilitation totale de cette structure, à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur, y compris de la scène, a-t-il ajouté, soulignant que l'entreprise chargée de la restauration veillera à préserver les caractéristiques et l'esthétique du théâtre, notamment sa salle de spectacle, où prévaut le style baroque, très répandu en Europe occidentale et en Amérique latine entre la fin du XVIe siècle et le début du XVIIIe siècle.

A LIRE "LA FICELLE" DE GUY DE MAUPASSANT Un Chef-d'œuvre de la Littérature

Guy de Maupassant, maître du réalisme et de la nouvelle, a offert au monde littéraire un joyau intemporel avec sa nouvelle "La Ficelle". Publiée pour la première fois en 1883, cette histoire brève explore les thèmes universels de la trahison, de la médisance et des conséquences inattendues de nos actions. L'histoire se déroule dans un petit village de Normandie où Félicien Ménil, un modeste paysan, trouve une ficelle perdue par le maire, Monsieur Hamel. Ignorant l'utilisation spécifique de cette ficelle, Félicien la ramasse et la conserve soigneusement, pensant qu'elle pourrait être utile un jour. Cependant, lorsque le cheval du maire

tombe malade, la rumeur se répand que Félicien pourrait être lié à cet événement. L'intrigue de "La Ficelle" se déroule avec une subtilité maîtrisée. La médisance joue un rôle central dans la façon dont la vie de Félicien se détériore. La petite communauté villageoise s'empare de l'occasion pour spéculer et diffuser des ragots, jetant ainsi les bases d'une ironie cruelle. Maupassant peint avec habileté le portrait de Félicien Ménil, un homme simple et honnête, victime des mécanismes sociaux qui peuvent broyer les individus innocents. Son innocence devient la toile de fond sur laquelle se déroule un drame ironique. Le maire, représentant de l'autorité,

incarne l'aspect parfois arbitraire du pouvoir local. L'une des forces de la nouvelle réside dans son utilisation experte de l'ironie. Alors que Félicien est condamné et ostracisé pour un acte dont il est innocent, le lecteur est témoin de la déliquescence morale de ceux qui se permettent de juger. Le retournement final offre une révélation frappante, mettant en lumière la fragilité de la vérité et la nature imprévisible de la destinée. «La Ficelle» transcende son contexte rural du XIXe siècle pour toucher des thèmes universels. La médisance, la trahison, la justice et la cruauté du destin sont des éléments qui résonnent à travers les temps, faisant de cette nouvelle une

œuvre intemporelle. Le style réaliste de Maupassant, dépourvu d'ornements inutiles, capte l'essence même de la vie quotidienne. Ses descriptions minutieuses et son exploration subtile des motivations humaines ajoutent une profondeur réaliste à "La Ficelle". Cet ouvrage de Guy de Maupassant demeure une œuvre captivante, offrant une méditation perspicace sur la nature humaine. À travers cette nouvelle, Maupassant parvient à tisser une histoire poignante qui résonne avec les lecteurs, tout en soulignant la fragilité des jugements sociaux et la complexité des interactions humaines.

R.C

UNE ROUTE IMPECCABLE

L'Image d'une Économie Prospère

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, lundi à Alger, que la priorité pour les prochaines années serait accordée aux opérations d'entretien et de développement des routes, soulignant que cet important axe d'activité bénéficierait cette année d'un financement à hauteur de 60 milliards de DA.

Dans le paysage complexe de la croissance économique, la métaphore de la "route" peut être vue comme une représentation symbolique du parcours que les nations entreprennent pour parvenir à la prospérité. Une économie prospère est souvent associée à une infrastructure solide, une gouvernance efficace, une éducation de qualité, et un environnement favorable aux entreprises. En examinant ces aspects, nous pouvons esquisser la silhouette d'une "route" qui guide le développement économique. L'épine dorsale d'une économie prospère repose sur une infrastructure solide. Des réseaux de transport efficaces, des systèmes de communication modernes, et des installations énergétiques fiables créent un environnement propice à la croissance. Les routes, autoroutes et ponts bien entretenus sont autant de maillons cruciaux dans la chaîne du développement économique. Ils facilitent le commerce, réduisent les coûts de transport, et favorisent l'intégration régionale. La bonne gouvernance est la signalisation qui guide une nation sur la voie de la prospérité. Des institutions transparentes, des politiques cohérentes et une administration efficiente sont essentielles pour instaurer la confiance des investisseurs et encourager l'innovation. Une gouvernance robuste est comme des panneaux indicateurs sur la route, guidant les acteurs économiques dans la bonne direction et minimisant les risques. Une économie prospère dépend d'une main-d'œuvre qualifiée et innovante. L'éducation de qualité est le carburant qui alimente le moteur de la croissance. Des investisse-



ments dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure créent une base solide de compétences et de connaissances nécessaires pour relever les défis du monde moderne. La formation continue et l'adaptation aux évolutions technologiques sont également essentielles pour rester sur la voie de la prospérité.

Entretien des routes, un investissement à long terme

L'entretien des routes revêt une importance cruciale à plusieurs niveaux, tant sur le plan économique que sur le bien-être général de la société. On peut à ce propos citer des points clés qui soulignent cette importance. D'abord un entretien régulier des routes contribue à assurer la sécurité des usagers. Des revêtements dégradés, des nids-de-poule ou des infrastructures mal

entretenues peuvent entraîner des accidents de la route. Des routes bien entretenues réduisent les risques d'accidents et améliorent la sécurité pour tous. Il prolonge par ailleurs, la durée de vie des infrastructures routières. En effectuant des réparations préventives, on évite des dégradations plus importantes qui nécessiteraient des coûts de réparation plus élevés. Un investissement judicieux dans l'entretien contribue à la durabilité à long terme des routes. Il y va de soi que des routes bien entretenues garantissent une circulation fluide et efficace. Les nids-de-poule et les surfaces dégradées peuvent entraîner des embouteillages, des retards et des coûts économiques dus à une mobilité réduite. Un réseau routier en bon état favorise la mobilité, essen-

tielle pour le commerce, le tourisme et la vie quotidienne. Les experts voient dans cet investissement à long terme un impact significatif sur l'économie locale. Pour la simple raison que des routes en bon état facilitent le transport des biens, stimulent le commerce et favorisent le développement des entreprises. Cela contribue à la croissance économique en créant des opportunités d'emploi et en renforçant les liens entre les régions. Côté finances, les réparations majeures ne coûtent généralement plus cher que l'entretien régulier. En investissant dans des programmes d'entretien préventif, les gouvernements peuvent économiser des ressources à long terme en évitant des coûts plus importants liés à la reconstruction complète de routes détériorées. Des routes bien entretenues améliorent la qualité de vie des citoyens. Cela se traduit par une conduite plus confortable, une réduction du bruit généré par des routes endommagées et une diminution des émissions de polluants liées à une circulation inefficace. Il reste un avantage précieux. L'attrait touristique. En effet, des infrastructures routières en bon état contribuent à l'attrait touristique d'une région. Les visiteurs sont plus enclins à explorer des destinations où la circulation est facile et les routes sont sécuritaires, ce qui stimule l'industrie du tourisme. En somme, l'entretien des routes ne se limite pas à assurer la fonctionnalité des infrastructures, mais il joue un rôle fondamental dans la sécurité, l'économie, la durabilité et la qualité de vie globale d'une nation.

R.E

PORT D'ALGER

Une activité en hausse

L'activité du port d'Alger a enregistré une hausse aussi bien pour le mouvement de la navigation que pour le trafic global des marchandises, durant le troisième trimestre 2023, en comparaison avec la même période de 2022, due essentiellement à l'augmentation du trafic des produits agricoles, denrées alimentaires et les conteneurs, indique un bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Publié par le périodique d'information N133 de l'entreprise, ce bilan indique que le port d'Alger a accueilli au cours du 3ème trimestre 2023 un nombre total de 461 navires contre 380 navires à la même période de l'année 2022, soit une augmentation de +21,32%, permettant de réaliser

l'objectif fixé à 411 navires et à hauteur de 112%. S'agissant du trafic global de marchandises débarquées et embarquées, l'EPAL a atteint l'objectif fixé d'atteindre un volume de 1,983 million de tonnes pour le 3ème trimestre 2023, marquant une augmentation de +4,12% en comparaison avec la réalisation de la même période de l'année 2022, quant au trafic conteneurs traités par l'EPAL, un nombre de 68.446 conteneurs (EVP) a été réceptionné au débarquement et à l'embarquement contre 63268 conteneurs réceptionnés en 2022, soit une augmentation de l'ordre de 8,18%. le trafic passagers enregistré durant le 3ème trimestre 2023 à travers le transit par la gare maritime du port d'Alger est de 202.661 passagers, contre

206.411 passagers à la même période de 2022, soit une diminution de -1,83%, est-il précisé dans le bilan. Toutefois, le trafic autopassager a connu une hausse durant le 3ème trimestre atteignant 69.372 véhicules, alors que durant la même période en 2022, le nombre était de 67.807 véhicules, soit une hausse de 2,24%. En matière de rendements portuaires, toujours en comparaison avec le 3ème trimestre 2022, la durée d'attente moyenne globale des navires en rade observe une hausse de (+0,04 jour) durant ce 3ème trimestre 2023 qui résulte de la combinaison des variations des attentes des différents types de navires ayant touché le Port d'Alger. Et pour la même comparaison, il est noté une tendance à

la réduction pour le séjour moyen à quai des navires traités par l'EPAL, passant de 3,27 jours au 3ème trimestre 2022 à 3,60 jours à la même période en 2023. Comme l'indique le bilan expliquant cette amélioration concerne principalement les navires céréaliers, cargos/bétaillères et bitumiers. Pour les responsables de cette entreprise, l'année 2024 s'annonce prometteuse pour une entreprise qui demeure « attentive aux attentes et exigences légitimes de ses clients et l'économie nationale, pour l'amélioration continue des services et l'implication des tous les moyens existant dans la nouvelle dynamique que connaît notre pays », a souligné par ailleurs le directeur général de l'entreprise. »

UNE ROUTE IMPECCABLE

L'Image d'une économie prospère

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, lundi à Alger, que la priorité pour les prochaines années serait accordée aux opérations d'entretien et de développement des routes, soulignant que cet important axe d'activité bénéficierait cette année d'un financement à hauteur de 60 milliards de DA.

Dans le paysage complexe de la croissance économique, la métaphore de la "route" peut être vue comme une représentation symbolique du parcours que les nations entreprennent pour parvenir à la prospérité. Une économie prospère est souvent associée à une infrastructure solide, une gouvernance efficace, une éducation de qualité, et un environnement favorable aux entreprises. En examinant ces aspects, nous pouvons esquisser la silhouette d'une "route" qui guide le développement économique. L'épine dorsale d'une économie prospère repose sur une infrastructure solide. Des réseaux de transport efficaces, des systèmes de communication modernes, et des installations énergétiques fiables créent un environnement propice à la croissance. Les routes, autoroutes et ponts bien entretenus sont autant de maillons cruciaux dans la chaîne du développement économique. Ils facilitent le commerce, réduisent les coûts de transport, et favorisent l'intégration régionale. La bonne gouvernance est la signalisation qui guide une nation sur la voie de la prospérité. Des institutions transparentes, des politiques cohérentes et une administration efficace sont essentielles pour instaurer la confiance des investisseurs et encourager l'innovation. Une gouvernance robuste est comme des panneaux indicateurs sur la route, guidant les acteurs économiques dans la bonne direction et minimisant les risques. Une économie prospère dépend d'une main-d'œuvre qualifiée et innovante. L'éducation de qualité est le carburant qui alimente le moteur



de la croissance. Des investissements dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure créent une base solide de compétences et de connaissances nécessaires pour relever les défis du monde moderne. La formation continue et l'adaptation aux évolutions technologiques sont également essentielles pour rester sur la voie de la prospérité.

Entretien des routes, un investissement à long terme

L'entretien des routes revêt une importance cruciale à plusieurs niveaux, tant sur le plan économique que sur le bien-être général de la société. On peut à ce propos citer des points clés qui soulignent cette importance. D'abord un entretien régulier des routes contribue à assurer la sécurité des usagers. Des revêtements dégradés, des nids-de-

poule ou des infrastructures mal entretenues peuvent entraîner des accidents de la route. Des routes bien entretenues réduisent les risques d'accidents et améliorent la sécurité pour tous. Il prolonge par ailleurs, la durée de vie des infrastructures routières. En effectuant des réparations préventives, on évite des dégradations plus importantes qui nécessiteraient des coûts de réparation plus élevés. Un investissement judicieux dans l'entretien contribue à la durabilité à long terme des routes. Il y va de soi que des routes bien entretenues garantissent une circulation fluide et efficace. Les nids-de-poule et les surfaces dégradées peuvent entraîner des embouteillages, des retards et des coûts économiques dus à une mobilité réduite. Un réseau routier en bon état favorise la mo-

bilité, essentielle pour le commerce, le tourisme et la vie quotidienne. Les experts voient dans cet investissement à long terme un impact significatif sur l'économie locale. Pour la simple raison que des routes en bon état facilitent le transport des biens, stimulent le commerce et favorisent le développement des entreprises. Cela contribue à la croissance économique en créant des opportunités d'emploi et en renforçant les liens entre les régions. Côté finances, les réparations majeures ne coûtent généralement plus cher que l'entretien régulier. En investissant dans des programmes d'entretien préventif, les gouvernements peuvent économiser des ressources à long terme en évitant des coûts plus importants liés à la reconstruction complète de routes détériorées. Des routes bien entretenues améliorent la qualité de vie des citoyens. Cela se traduit par une conduite plus confortable, une réduction du bruit généré par des routes endommagées et une diminution des émissions de polluants liées à une circulation inefficace. Il reste un avantage précieux. L'attrait touristique. En effet, des infrastructures routières en bon état contribuent à l'attrait touristique d'une région. Les visiteurs sont plus enclins à explorer des destinations où la circulation est facile et les routes sont sécuritaires, ce qui stimule l'industrie du tourisme. En somme, l'entretien des routes ne se limite pas à assurer la fonctionnalité des infrastructures, mais il joue un rôle fondamental dans la sécurité, l'économie, la durabilité et la qualité de vie globale d'une nation.

R.E

PORT D'ALGER

Une activité en hausse

L'activité du port d'Alger a enregistré une hausse aussi bien pour le mouvement de la navigation que pour le trafic global des marchandises, durant le troisième trimestre 2023, en comparaison avec la même période de 2022, due essentiellement à l'augmentation du trafic des produits agricoles, denrées alimentaires et les conteneurs, indique un bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

Publié par le périodique d'information N133 de l'entreprise, ce bilan indique que le port d'Alger a accueilli au cours du 3ème trimestre 2023 un nombre total de 461 navires contre 380 navires à la même période de l'année 2022, soit une augmentation de +21,32%, permettant de réaliser

l'objectif fixé à 411 navires et à hauteur de 112%. S'agissant du trafic global de marchandises débarquées et embarquées, l'EPAL a atteint l'objectif fixé d'atteindre un volume de 1,983 million de tonnes pour le 3ème trimestre 2023, marquant une augmentation de +4,12% en comparaison avec la réalisation de la même période de l'année 2022, quant au trafic conteneurs traités par l'EPAL, un nombre de 68.446 conteneurs (EVP) a été réceptionné au débarquement et à l'embarquement contre 63268 conteneurs réceptionnés en 2022, soit une augmentation de l'ordre de 8,18%. le trafic passagers enregistré durant le 3ème trimestre 2023 à travers le transit par la gare maritime du port d'Alger est de 202.661 passagers, contre

206.411 passagers à la même période de 2022, soit une diminution de -1,83%, est-il précisé dans le bilan. Toutefois, le trafic autopassager a connu une hausse durant le 3ème trimestre atteignant 69.372 véhicules, alors que durant la même période en 2022, le nombre était de 67.807 véhicules, soit une hausse de 2,24%. En matière de rendements portuaires, toujours en comparaison avec le 3ème trimestre 2022, la durée d'attente moyenne globale des navires en radé observe une hausse de (+0,04 jour) durant ce 3ème trimestre 2023 qui résulte de la combinaison des variations des attentes des différents types de navires ayant touché le Port d'Alger. Et pour la même comparaison, il est noté une tendance à

la réduction pour le séjour moyen à quai des navires traités par l'EPAL, passant de 3,27 jours au 3ème trimestre 2022 à 3,60 jours à la même période en 2023. Comme l'indique le bilan expliquant cette amélioration concerne principalement les navires céréaliers, cargos/bétaillères et bitumiers. Pour les responsables de cette entreprise, l'année 2024 s'annonce prometteuse pour une entreprise qui demeure « attentive aux attentes et exigences légitimes de ses clients et l'économie nationale, pour l'amélioration continue des services et l'implication des tous les moyens existant dans la nouvelle dynamique que connaît notre pays », a souligné par ailleurs le directeur général de l'entreprise. »

STOCKAGE DES CÉRÉALES

Réalisation de neuf centres locaux à Ouargla

Les capacités de stockage des céréales dans la wilaya d'Ouargla devraient être renforcées par la réalisation de neuf (9) centres locaux de stockage durant le premier trimestre 2024, a-t-on appris hier auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Une enveloppe financière de 1,27 milliard de dinars a été ainsi allouée pour la réalisation de 9 centres de stockage des céréales, a indiqué la DSA, précisant que sept (7) centres devaient être réalisés à proximité de la zone industrielle longeant la route nationale (RN-56), tandis que les deux (2) autres infrastructures seront implantées dans la région de Gassi Touil (commune de Hassi Messaoud), notant que la capacité de stockage de chacun de ces centres est de 5.000 quintaux, selon la même source. Ces installations de stockage d'une superficie de 2,5 ha chacune font partie des 350 centres locaux retenus par les pouvoirs publics, dont la réalisation est prévue au niveau des zones réputées comme pôles de production de céréales à l'échelle nationale, a-t-on expliqué. En outre, il est prévu la construction dans la wilaya d'Ouargla d'un silo d'une capacité de stockage d'un (1) million de quintaux (QX), sur une surface de 5 ha, à proximité de la zone industrielle de la commune de Hassi Benabdallah. Ces



projets s'inscrivent dans le cadre du développement de la filière céréalière, à travers la réalisation des installations nécessaires permettant le stockage de plus grandes quantités des céréales dans des conditions appropriées, selon la même source. Il est à noter que la wi-

laya d'Ouargla a connu, ces dernières années, une évolution croissante dans cette filière stratégique, qui se traduit par l'extension des superficies réservées à la céréaliculture d'une année à l'autre, passant de 2.844 hectares à 4.222 hectares, selon les données de la

direction du secteur. La culture des céréales dans cette wilaya devrait connaître un bond qualitatif au titre de la saison agricole 2023/2024 à travers l'exploitation d'une superficie globale de 8.090 hectares, a fait savoir la DSA d'Ouargla.

BOUMERDÉS

Plus de 20 millions DA pour le réaménagement du port de Dellys

Une enveloppe de plus de 20 millions DA a été affectée au réaménagement du port de Dellys à l'est de Boumerdés, un des plus vieux ports du pays, afin d'assurer de meilleures conditions de travail aux pêcheurs et aux professionnels de la mer, a-t-on appris auprès de l'Assemblée populaire communale (APC) de Dellys. « Le projet de réaménagement, prévu au lancement au début de la semaine prochaine, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan communal de développement (PCD) pour l'exercice 2024 de la commune de Dellys »,

a indiqué, à l'APS, le président d'APC, Mahfouf Ouali. Le projet prévoit la réhabilitation de l'École de formation dans les métiers de la pêche « Chahid Ahmed Zerrouni », comptant huit (8) salles de classes d'une capacité globale de 200 places pédagogiques, situées dans l'enceinte du vieux port de Dellys et opérationnelle depuis une vingtaine d'années. A cela s'ajoute la rénovation de l'établissement et sa dotation en équipements nécessaires pour améliorer les conditions de formation des stagiaires, selon le même responsable. Il s'agira, également, du réaménage-

ment et extension de l'abri de pêche du lieu-dit « El Kaous », mitoyen à l'entrée du vieux port de Dellys, pour assurer les conditions de travail nécessaires à près de 200 pêcheurs et professionnels activant au niveau de cet abri naturel, outre l'aménagement d'entrepôts au sein du port, destinés, entre autres, au ramendage des filets, la production de glace et autres prestations du domaine de la pêche. Toujours selon le P/APC, ce projet fait suite à d'autres opérations dont a bénéficié le port de Dellys ces deux dernières années. Les travaux effectués dans le cadre des précédentes opéra-

tions ont porté sur le dragage du port pour qu'il retrouve sa profondeur, et partant, faciliter les conditions d'accostage des bateaux de pêche dans le bassin portuaire, outre l'aménagement de l'infrastructure portuaire (accès et entrées), l'installation de l'éclairage public, le renouvellement des réseaux d'assainissement et de distribution d'eau potable. A noter que le port de Dellys est doté d'une capacité d'accueil de près de 100 embarcations de pêche et peut recevoir une centaine de métiers en relation avec l'activité de pêche. Son terre-plein est estimé à plus de cinq (5) ha.

TIARET

Projet de mise en terre d'arbres fruitiers rustiques sur 250 hectares

Une opération visant à planter des arbres fruitiers rustiques sur une superficie totale de 250 hectares a été récemment lancée dans la wilaya de Tiaret, au profit de 200 agriculteurs, selon des informations de la direction des Services agricoles (DSA). Ahmed Mokhtari, chef du service de l'aménagement rural et de la promotion des investissements, a pré-

cisé que ce projet, dirigé par le Groupement de l'ingénierie rurale, s'inscrit dans le cadre du programme national de développement de la culture des arbres fruitiers rustiques. Dans ce contexte, il a été annoncé que le projet vise à planter 12 000 amandiers et 9 000 pistachiers. Les zones sélectionnées sont principalement semi-montagneuses et arides, réputées peu

adaptées à la culture des céréales et des légumes, en réponse aux demandes des agriculteurs de 16 communes de cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest, a ajouté la même source. Les agriculteurs bénéficiaires seront choisis selon des critères établis par les initiateurs de l'opération, notamment la détention des titres de propriété des terres destinées à la

plantation des arbres, ainsi que leur appartenance à la Chambre locale de l'agriculture et leur accès à des ressources hydriques pour l'irrigation de leurs terres, a ajouté le responsable de la DSA. M. Mokhtari a annoncé que l'opération serait lancée au plus tard en mars prochain, soulignant l'impact écologique et financier attendu pour les agriculteurs concernés.

PORT DE MOSTAGANEM

Croissance de l'activité commerciale de 11% en 2023

L'activité commerciale du Port de Mostaganem a connu en 2023 une croissance de 11%, apprend l'APS de la Direction générale de l'Entreprise portuaire. Le Port de Mostaganem a enregistré, l'année dernière, le passage de 1,323 million de tonnes de différentes marchandises contre 1,182 million de tonnes, en 2022, soit une croissance de 11%, a-t-on ajouté. Durant cette période, la navigation maritime a connu l'accostage de 403

navires, dont 154 transportant des marchandises, contre seulement 294 en 2022. Concernant l'activité de la gare maritime de transport de voyageurs, l'année 2023 a vu le transit de 53.041 passagers (arrivées et départs) et 22.350 véhicules accompagnant les passagers, a ajouté la même source. Durant cette période, le Port de Mostaganem est devenu un accès vital pour l'importation de divers types de véhicules, notamment de marques italiennes et allemandes, puisqu'il a reçu 36.584 véhicules, a-

t-on indiqué. Le mouvement des conteneurs a connu, pour sa part, une reprise significative, au cours des 12 mois de l'année dernière, selon la Direction générale du Port, avec 18.346 conteneurs (chargement et déchargement), contre 6.372 conteneurs en 2022, soit une hausse de 188%. L'Entreprise portuaire de Mostaganem compte doubler ces chiffres, eu égard aux multiples projets prévus, cette année et les prochaines années, à l'instar du dragage et du nettoyage des abords des cinq quais d'amarrage

du port, la restauration de la station d'amarrage N 4 au quai « Istiklal » et recouvrir la station d'amarrage 5 en béton armé. Afin d'augmenter la capacité du Port à accueillir le nombre croissant de conteneurs et de véhicules, une opération sera entreprise pour l'aménagement d'une superficie de 4,5 hectares, afin de répondre aux besoins de la clientèle dans les prochaines années, d'autant que la capacité de réception de conteneurs est actuellement estimée à 10.000 conteneurs, a-t-on expliqué.

TUNISIE

Hold-up sur la Banque centrale

Alors que le régime de Kaïs Saïed pleurniche des différents complots qui se fomenteraient contre lui, il est en train de préparer lui-même un complot, un vrai, contre la Banque centrale de Tunisie. Dans quelques jours, cette dernière dira adieu à son indépendance et sera obligée de financer le train de vie fortement dispendieux de l'État.

Il s'agit là d'un acte de mauvaise gouvernance, dont l'impact sera terrible pour le citoyen et le pays. Le timing est des plus pernicieux. À quelques jours de la fin du mandat du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), un projet de loi a été adopté jeudi 25 janvier 2024 par le conseil des ministres visant à « permettre » à la BCT de financer le Trésor public à travers des facilités. En clair, l'État n'aura plus besoin de passer par les banques pour boucler son budget, comme c'est le cas actuellement et comme c'est le cas partout dans les pays développés. Mardi 30 janvier 2024, on apprend que le gouvernement a déposé une demande auprès de l'assemblée des représentants du peuple (ARP) pour accélérer le traitement de ce projet de loi. C'est-à-dire que la commission des finances doit se pencher sur le projet et achever ses travaux en moins d'une semaine. Forcément, on ôte toute possibilité d'un débat public raisonnable dans un délai serein autour de la question. Cette précipitation du régime s'explique. On cherche par tous les moyens à mettre le futur nouveau gouverneur devant le fait accompli en lui imposant une loi archaïque qui a montré ses limites dans le passé, aussi bien en Tunisie qu'ailleurs. Il n'existe aucun pays, dans le monde développé, où l'État se fait financer directement par la banque centrale et il n'existe aucun pays, dans le monde développé, où la banque centrale n'est pas indépendante. Il s'agit d'un retour aux pratiques du milieu du siècle dernier, si cher au président Kaïs Saïed. Le président de la République ne s'en cache pas d'ailleurs. Lors de sa visite inopinée au siège de la BCT le 9 septembre 2023, il a déclaré : « L'ancien statut de la banque centrale de 1958, était bien meilleur que le statut actuel, sur plusieurs points. » Celui-là même qui confond encore les millions et les milliards et avoue, devant les caméras, son manque d'expertise en matière financière. À vrai dire, le projet de loi adopté jeudi dernier n'a surpris personne. Cela fait des mois que les pages populistes sur les réseaux sociaux, se disant proches du régime, mènent la cabale contre les banques tunisiennes et l'indépendance de la BCT. Ces pages et ces profils (souvent anonymes) trouvent anormal que les banques dégagent d'énormes bénéfices, juste parce



qu'elles prêtent de l'argent à l'État. Elles trouvent anormal que la BCT soit indépendante. « La BCT n'est pas et ne peut pas être indépendante de l'État », a répété plus d'une fois Kaïs Saïed. Ces pages et ces profils stigmatisent les banques et leur taux d'intérêts élevés et oublient que ce ne sont pas les banques qui fixent les taux, mais le conseil d'administration de la BCT. Un conseil composé, essentiellement, par des représentants de l'État. Tout comme le gouvernement, ces pages et ces profils n'observent que le (très) court terme, celui de financer le budget. Ils n'ont cure du long terme, des équilibres budgétaires, de l'inflation et des catastrophes causées par la dépendance de la banque centrale au gouvernement et la planche à billets. Ils refusent de tirer les leçons du passé et des expériences comparées dans les pays développés. Le gouvernement tunisien a du mal à boucler son budget, ceci est une amère réalité. « Rien que pour l'année 2024, les besoins de l'État en ressources d'emprunts sont considérables, s'élevant à 28,2 milliards de dinars. Ce montant comprend 11,7 milliards de dinars d'emprunts intérieurs et 10,3 milliards de dinars d'emprunts extérieurs non identifiés. De plus, contrairement au choc provoqué par la Covid-19, ces besoins ne revêtent rien d'exceptionnel, car ils servent à financer les dépenses courantes de l'État », fait remarquer l'analyste Sadok Rouai. Plutôt que de serrer la ceinture, d'observer une politique d'austérité et de réduire son train de vie pour boucler son budget, le gouvernement est allé chercher à faire sauter le dernier écou de bonne gouvernance pour se servir directement

dans la caisse. C'est ce qu'on appelle un hold-up. Pire, quasiment tous les ministères ont augmenté leur budget en 2024, y compris la présidence de la République. En d'autres termes, il fait l'exact contraire de ce qu'exigent le bon sens et la bonne gouvernance. Avec cette nouvelle loi, le régime de Kaïs Saïed va mener le pays à l'abîme.

Pourquoi la BCT doit être indépendante ?

Par sa nouvelle loi, le gouvernement est passé outre le débat public sur l'indépendance de la BCT et agit comme si le pays était une propriété privée du régime. C'est pourtant ce débat qui aurait pu convaincre le chef de l'État et les députés du danger d'une telle loi sur le pays et le citoyen. Si les banques centrales sont indépendantes des gouvernements, dans les pays développés, c'est qu'il y a bien des raisons à cela et ce n'est pas parce que le FMI l'impose comme le répètent, comme des perroquets, les aficionados de Kaïs Saïed. Cette indépendance est cruciale, parce qu'elle maintient la stabilité des prix, généralement définie comme un faible taux d'inflation. Une banque centrale indépendante est censée être moins susceptible de céder à des pressions politiques à court terme visant à stimuler l'économie par le biais de politiques monétaires expansionnistes qui pourraient entraîner une hausse de l'inflation. L'indépendance renforce également la crédibilité de la politique monétaire. Si une banque centrale est perçue comme étant influencée par des considérations politiques, les agents économiques, tels que les investisseurs et les consommateurs, peuvent perdre confiance dans sa capacité à atteindre

ses objectifs de stabilité des prix. Elle prévient par ailleurs les cycles économiques excessifs : les pressions politiques peuvent conduire à des politiques monétaires expansionnistes pendant les périodes électorales (ce qui est le cas pour 2024) pour stimuler artificiellement l'économie, ce qui peut entraîner des cycles économiques excessifs, avec des phases d'expansion suivies de récessions sévères. Autre motif justifiant l'indépendance est l'alignement avec les intérêts à long terme d'un pays. Contrairement aux gouvernements toujours préoccupés par le court terme, les objectifs de stabilité des prix sont souvent alignés sur les intérêts à long terme de l'économie. L'indépendance permet à la banque centrale de se concentrer sur ces objectifs sans être déviée par des considérations politiques qui pourraient être davantage axées sur des gains à court terme. Enfin, il est bon de rappeler que la BCT a toujours brillé par sa transparence avec un site web bien fourni en données, régulièrement actualisées et ses rapports annuels, à leur tête son rapport annuel. On ne peut pas dire de même du gouvernement et du régime de Kaïs Saïed à l'opacité légendaire. Cette transparence de la BCT donne du crédit à l'institution, mais aussi au pays, auprès des institutions internationales et des investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux. Il convient de noter que bien que l'indépendance soit généralement considérée comme bénéfique, elle ne signifie pas une absence totale de coordination avec le gouvernement. Les banques centrales doivent souvent travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour atteindre les objectifs économiques globaux. Cependant, la mise en œuvre des politiques monétaires spécifiques doit rester indépendante pour garantir une gestion efficace et crédible de la politique monétaire. Tous ces éléments auraient pu être discutés, point par point, dans des débats publics dans les médias impliquant les analystes, les investisseurs, les financiers et le gouvernement. Ce dernier a cependant choisi de passer en force. Il a fait adopter son projet de loi vendredi et a demandé une accélération de son adoption en commission. À ce jour, on ignore ses contours, preuve supplémentaire, si besoin est, de l'opacité légendaire du régime et de son diktat.

MAURITANIE

L'assemblée nationale approuve des projets de loi sur la presse

Au cours d'une séance publique tenue, lundi dernier, présidée par le deuxième vice-président, Ahmedou M'bala, l'assemblée nationale a approuvé trois projets de loi sur la liberté de la presse, le journalisme professionnel et la communication audiovisuelle. Ouvrant la séance, le ministre de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement, M. Ahmed Sid' Ahmed Dié, a rappelé aux députés les objectifs des projets de loi précités, soulignant leur importance dans la professionnalisation du secteur des médias et de la communication, la promotion de la liberté de la

presse et le développement systématique de la communication audiovisuelle. Il a indiqué que le Gouvernement, dans le but de mettre en œuvre les engagements de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, relatifs à la liberté de la presse. Ces mesures concernent la professionnalisation du secteur de la presse et l'augmentation des allocations de soutien public à la presse privée, en plus de plusieurs initiatives visant à réformer et à renforcer les cadres juridiques et réglementaires du secteur des médias et de la communication à travers l'augmenter

des ressources allouées au fonds de soutien à la presse. M. le ministre a ajouté que son département a supervisé des consultations approfondies sur toutes les lois régissant ce domaine vital, notant que les consultations ont été examinées dans le cadre de ces lois afin de les rendre plus conformes aux efforts du gouvernement consacrant la liberté de la presse. Il a indiqué que l'allocation du soutien public à la presse privée a doublé, en exécution des engagements contenus dans le programme électoral du Président de la République, notant que l'objectif de ce soutien est de contribuer à la profes-

sionnalisation du secteur des médias dans le pays. Ould Sid' Ahmed Dié a souligné que son département entend diversifier le contenu médiatique et cherchera par tous les moyens disponibles à faire en sorte que chaque composante se retrouve dans les productions médiatiques fournies, ce qui permet de suivre l'évolution du pays dans la langue qu'il souhaite. Il a souligné que le gouvernement a introduit, ces dernières années, un certain nombre de réformes visant à professionnaliser le secteur des médias et de la communication et à renforcer sa contribution à la consolidation de la démocratie.

LA RUSSIE

Le Kremlin ne souhaite "aucune action" susceptible de déstabiliser le Moyen-Orient

Le Kremlin a déclaré hier qu'il n'acceptait "aucune action" susceptible de déstabiliser le Moyen-Orient, à un moment où Washington s'est engagé à "répondre" à une attaque de drone près de la frontière syro-jordanienne, qui avait tué trois soldats américains.

« Nous n'acceptons aucune action susceptible de déstabiliser la situation dans la région ou de conduire à une escalade des tensions, en particulier dans le contexte du potentiel de conflit déjà excessif que nous observons dans la région », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, aux journalistes lors d'un point de presse à Moscou. Le porte-parole du Kremlin a affirmé, au contraire, que la Russie salue les actions visant à désamorcer la situation, estimant que le niveau général de tension dans la région était "très alarmant" et que "le moment était venu de prendre des mesures pour désamorcer les tensions". "C'est la seule chose qui peut nous aider à empêcher la propagation du conflit, en particulier au Moyen-Orient, et à parvenir d'une manière ou d'une autre à un désamorçage du conflit et à une désescalade. C'est extrêmement important pour nous", a ajouté Peskov. Une attaque de drone menée contre les forces américaines stationnées dans le nord-est de la Jordanie, le week-end dernier, a tué 3 militaires américains et en a blessé plusieurs autres. Un groupe se faisant appeler "Résistance islamique en Irak" avait revendiqué la responsabilité de l'attaque. Les États-Unis tiennent l'Irak pour responsable de cette opération dans la mesure où les Iraniens "financent, entraînent, soutiennent et équipent ces milices" qui opèrent en Irak et en Syrie, a déclaré le porte-parole du Pentagone, lundi, au lendemain des déclarations du président américain, Joe Biden, qui avait promis des représailles à l'attaque.



HUMAN RIGHTS WATCH

Israël utilise "la faim comme arme de guerre" pour déplacer les habitants de Gaza

Rami Abdo, chef de l'organisation Euro-Mediterranean Human Rights Watch, a déclaré qu'Israël utilise la faim comme une arme pour déplacer les habitants de la bande de Gaza et même les tuer. Abdo a expliqué que Gaza souffre d'une "grave pénurie" de vivres et que le flux de l'aide qui arrive a diminué d'une moyenne de 500 camions avant la guerre à moins de 100 actuellement. Il a ajouté que seulement entre 50 et 100 camions d'aide sont arrivés dans le nord de Gaza au cours des 100 derniers

jours, et qu'il existe une grave famine et des pénuries partout dans la région. "Les gens meurent de faim. Plus d'un demi-million de Palestiniens souffrent à cause des conditions hivernales rigoureuses et du manque de nourriture. Actuellement, plus de la moitié de la population de Gaza souffre d'une faim extrême. Tous les habitants du nord de Gaza sont confrontés à de graves conditions de famine", a-t-il expliqué. Il a indiqué que les soldats de l'occupation avaient ouvert le feu sur ceux qui tentaient d'atteindre les camions de nourriture qui entraient

en petit nombre à Gaza du sud vers le nord, et qu'ils avaient documenté la mort de dizaines de personnes à cause de cela. Le chef de Human Rights Watch a ajouté : "Nous parlons d'une famine délibérée, en particulier dans le nord de Gaza, et les enfants sont les plus touchés par cette situation". Il a conclu que la plupart des nourrissons ont besoin de lait qui n'entre pas dans la bande de Gaza, en plus du manque de fournitures médicales et de médicaments, et que les femmes sont à peine capables de faire face à cette situation.

MANIFESTATIONS EN FRANCE

Les taxis à leur tour mobilisés

Les taxis ont perturbé plusieurs axes majeurs un peu partout en France afin d'obtenir de l'Assurance maladie une renégociation du transport de patients, avec des opérations escargot à Paris, Marseille ou Bordeaux. Quatre organisations nationales appelaient à cette mobilisation organisée en parallèle de celle des agriculteurs dans de nombreuses villes de France. Le ministère de la Santé a reçu les organisations de taxis, mais sans que la réunion ne permette d'avancer, selon Bernard Crebassa, président de la fédération nationale des artisans de taxi (FNAT). « Il n'y a eu aucune avancée. La Caisse nationale d'assu-

rance maladie (Cnam) nous dit qu'il n'y a pas d'issue, et même qu'ils pourraient potentiellement intégrer un nouvel opérateur de transports si on n'était pas prêts à accepter les remises qu'ils nous demandent », a-t-il déclaré à l'AFP. La Caisse nationale d'assurance maladie a maintenu de son côté que la « convention nationale type pour 2024 » qui régit les tarifs était « économiquement plus intéressante » que la convention précédente. Les taxis protestent contre les tarifs du transport sanitaire et les dispositions de la dernière loi de finances de la Sécurité sociale, qui pousse au « covoiturage sanitaire » pour mutualiser les trajets des pa-

tients, afin de faire des économies. Ils redoutent d'être contraints à des remises additionnelles sur leurs tarifs en cas de transport médical, qui représente souvent une partie importante de leur chiffre d'affaires. Les transports médicaux ont représenté des remboursements de près de 5,5 milliards d'euros en 2022, et 65 millions de trajets ont été réalisés sur l'année pour les seuls taxis et véhicules sanitaires légers (VSL). Près de 15% des trajets sont déjà partagés. L'idée est de réduire le coût des trajets pour la Sécurité sociale à hauteur de 100 millions d'euros par an entre 2025 et 2027, ainsi que la pollution.

ONU

Le Conseil de sécurité vote pour renouveler le mandat de la mission de paix Chypre

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit voter mardi sur un projet de résolution renouvelant le mandat de la Force des Nations unies chargée du maintien de la paix Chypre (UNFICYP) pour une nouvelle année, jusqu'au 31 janvier 2025. Le Royaume-Uni, porte-plume sur Chypre, a diffusé un premier projet de résolution le 17 janvier et organisé une série de consultations informelles le 19 du même mois. Le projet de texte renouvelle la mission onusienne sans apporter de modifications son mandat et ses tâches principales, qui ont récemment définies dans la résolution 2674 du 30 juillet 2023. Certaines formulations ont été modifiées dans le projet de résolution pour « refléter les développements récents », selon le site du Conseil de sécurité.

Nigeria

Au moins 30 criminels éliminés lors d'une frappe aérienne de l'armée

Au moins 30 criminels ont été éliminés lors d'une frappe aérienne de l'armée nigérienne menée au cours d'un raid durant le week-end dans l'Etat de Kaduna (nord-ouest), a-t-on indiqué de source militaire. L'opération a été réalisée sur la base d'un rapport de renseignement, faisant état d'un mouvement de suspects circulant dans un convoi de 15 motos dans la région de Birnin Gwari à Kaduna, repéré par un avion de chasse militaire, a expliqué le porte-parole de l'armée de l'air nigérienne, Edward Gabkwet, dans un communiqué. Le rapport de renseignement a également révélé que le groupe criminel était responsable de l'embuscade tendue aux troupes militaires dans la même région plus tôt dans la journée de samedi, a ajouté le porte-parole.

L'Allemagne contre l'Europe ?

Le plus grand paradoxe de l'Union se trouve en Allemagne. Alors que le pays est l'un des plus attachés à la construction européenne, il est aussi l'un des plus grands adversaires de ce processus. De ses choix budgétaires à sa diplomatie, cette perspective nourrie retrace l'histoire de politiques qui ont affaibli l'Union et l'Allemagne. En creux se pose une question : est-il encore possible de changer de trajectoire ?



La décision récente de la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe, qui plonge l'Allemagne dans une crise politique et budgétaire majeure, tout comme son attitude déséquilibrée dans le conflit en cours à Gaza illustrent un paradoxe étonnant : tout en se voulant très sincèrement le meilleur ami du projet européen, l'Allemagne se révèle être en pratique bien souvent un de ses pires et de ses plus puissants ennemis.

Le paradoxe allemand

Depuis qu'a commencé l'intégration européenne, l'Allemagne est en effet sans conteste un des pays d'Europe, sinon le pays d'Europe, les plus attachés à ce processus, quelle que soit la couleur politique de son gouvernement et avec le soutien massif de la société allemande. Pourtant, depuis plusieurs décennies maintenant, c'est aussi elle qui, régulièrement, met gravement en danger l'intégration européenne en défendant avec beaucoup de rigidité des positions qui fragilisent l'Union et son avenir, là aussi, quelle que soit la couleur de son gouvernement du moment et avec le soutien de la grande majorité de sa population. Le 15 novembre dernier, la Cour de Karlsruhe a donc déclaré inconstitutionnelle la réallocation par le gouvernement allemand à la lutte contre le changement climatique de 60 milliards d'euros inutilisés, parqués dans un fonds extrabudgétaire créé pour soutenir l'économie pendant l'épidémie de COVID-19. C'est une décision qui a suscité un tremblement de terre politique en Allemagne.

Contourner la « Schuldenbremse »
 Depuis plusieurs années en effet le gouvernement et les Etats fédérés allemands multiplient ce genre de fonds spéciaux – il en existe 29 dotés de 869 milliards d'euros. Ils servent à contourner les règles budgétaires très contraignantes que le pays s'est imposé à lui-même en intégrant dans la Constitution allemande en 2009, en pleine grande crise financière, une « Schuldenbremse », un « frein à la dette », qui impose des limites très

strictes au déficit et à l'endettement que peuvent contracter aussi bien l'Etat fédéral que les Länder et les communes : celui-ci ne doit pas dépasser 0,35 % du PIB. Si, pendant une année donnée, cette limite est dépassée provisoirement pour des raisons conjoncturelles, ce dépassement doit obligatoirement être compensé par des excédents budgétaires au moment de la reprise économique. En Allemagne, les fonds spéciaux servent à contourner les règles budgétaires très contraignantes que le pays s'est imposé à lui-même. Cet amendement à la Constitution allemande avait été adopté à la majorité des deux tiers au Bundestag et au Bundesrat, grâce au soutien conjoint à l'époque du SPD et de la CDU. Il faudrait aujourd'hui également une majorité des deux tiers pour modifier cette règle constitutionnelle absurde mais une telle majorité semble impossible à rassembler pour l'instant.

Des conséquences négatives majeures pour l'Allemagne et l'Europe

Cette décision de la Cour de Karlsruhe plonge l'Allemagne dans une grave crise au moment même où l'économie du pays entre en récession et aurait besoin d'un soutien budgétaire important dans de nombreux domaines. Elle menace en particulier le financement d'une transition énergétique déjà très difficile à réaliser. Cette crise budgétaire allemande a aussi des répercussions négatives majeures à l'échelle européenne au moment où on négocie les évolutions du budget de l'Union pour les années qui viennent, et notamment un paquet de 50 milliards d'euros pour venir en aide aux finances ukrainiennes et un autre de 20 milliards pour soutenir militairement ce pays pendant les années qui viennent. Dans l'immédiat, les conséquences de cette décision sont donc inquiétantes, tant pour l'Allemagne que pour l'Europe, mais à terme, on peut espérer qu'elle finisse par avoir des effets positifs en permettant de démontrer par A+B aux Allemands eux-mêmes l'absurdité et les dangers des règles budgétaires qu'ils ont voulu imposer à toute l'Europe.

Austérité permanente et euroscepticisme

L'insistance malade de l'Allemagne en faveur d'une austérité budgétaire permanente avait déjà beaucoup affaibli l'économie européenne au cours des années 1990, en amont de la création de l'euro, en l'empêchant pendant plusieurs années de se redresser après le choc de la crise économique de 1993. Cette politique manifestement contreproductive avait alimenté un euroscepticisme croissant, qui avait notamment débouché en 2005 sur le fiasco de la Constitution européenne à la fois en France et aux Pays Bas, deux pays fondateurs de l'Union. Après la grande crise financière de 2008, le refus allemand prolongé de toute forme de solidarité avec les pays les plus en crise avait failli emporter à la fois l'euro et toute la construction européenne avec lui. Ce refus déterminé avait débouché en Allemagne même sur l'adoption de la funeste « Schuldenbremse » pour indiquer à ses voisins que l'Allemagne était très sérieuse dans son blocage et entendait montrer l'exemple. Heureusement, après avoir amené l'Europe au bord du précipice, l'Allemagne de Wolfgang Schäuble et Angela Merkel, avait quand même reculé in extremis. L'insistance malade de l'Allemagne en faveur d'une austérité budgétaire permanente avait en effet déjà beaucoup affaibli l'économie européenne au cours des années 1990. Cette austérité imposée à contretemps avait cependant affaibli encore davantage une économie européenne déjà exsangue, offrant ainsi en particulier à la Chine l'opportunité de s'implanter massivement en Europe en rachetant à bas prix les « bijoux de familles » des pays en crise que l'Allemagne les obligeait à brader comme le port du Pirée ou l'opérateur du réseau électrique portugais.

Le refus de toute politique industrielle européenne

Pendant des décennies, Bonn puis Berlin se sont aussi constamment et fermement opposés à toute forme de politique industrielle européenne après que les politiques nationales ont

été définitivement éliminées au tournant des années 1990 au moment de la mise en œuvre du marché unique. Le refus était systématique, qu'il s'agisse de protéger les frontières de l'Union par des droits de douanes sur certains produits, de limiter et de contrôler les investissements étrangers ou encore de soutenir avec de l'argent européen tel ou tel secteur d'activité émergent à des niveaux significatifs. Ce refus de toute politique industrielle commune a conduit, sans surprise, à ce que l'Europe rate toutes les révolutions technologiques récentes qu'il s'agisse d'internet, de la téléphonie mobile, des semi-conducteurs, des plateformes, des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle ou encore du photovoltaïque... au profit de pays qui pratiquent sans état d'âme des politiques industrielles actives comme la Chine, la Corée du Sud ou encore les Etats Unis. Cette carence a abouti à ce que l'Europe devienne excessivement dépendante à la fois des Etats Unis et de l'Asie dans tous ces domaines décisifs pour l'avenir alors pourtant que le haut niveau d'éducation de sa population et la qualité de sa recherche auraient dû lui permettre d'être à la pointe de l'innovation technologique. L'austérité excessive et prolongée que l'Allemagne a imposée à toute l'économie européenne après la crise de 2008, a aussi déprimé durablement le marché intérieur du continent. Et c'est pour une bonne part cette politique qui a rendu l'industrie européenne, et surtout allemande, excessivement dépendante aujourd'hui du marché chinois en la privant de débouchés européens, au risque que cette industrie soit désormais broyée dans la guerre commerciale sino-américaine et la reprise en main autoritaire de l'économie chinoise par Xi Jinping. À ces menaces s'ajoute le retard technologique pris, notamment dans les véhicules électriques et les green tech, du fait de l'absence déjà évoquée de toute politique industrielle à l'échelle de l'Union.

Source, la revue *Le Grand Continent*

Dernier du classement

Le MC Oran renforce ses rangs avec deux joueurs

Le MC Oran a annoncé ce soit l'arrivée de deux joueurs durant ce mercato hivernal.

Le grand club de l'ouest du pays qui se trouve à l'avant dernière place du classement compte se renforcer en vue de la phase retour. C'est ainsi qu'on était recrutés l'arrière gauche du NC Magra Salah Hmida (31 ans) et l'attaquant ghanéen de l'USM Khenchela Mawxell Baa-koh (28 ans), auteur de quatre buts cette saison.



Pour un contrat de deux ans et demi

Oussama Bellatrèche file à l'USM Alger

Le milieu de terrain de la JS Saoura, Oussama Bellatrèche, a signé un contrat de deux ans et demi avec l'USM Alger, a annoncé le club algérois.

Le milieu de terrain de la JS Saoura devient la deuxième recrue usmiste lors de ce mercato hivernal après la signature de l'attaquant du Paradou AC, Adel Bouzida qui s'était engagé pour un contrat d'une année sous forme de prêt.

Après le départ du milieu de terrain botswanais, Tumisang Orebyone,

l'USMA tient à sa deuxième recrue hivernale, en attendant de renforcer encore la ligne offensive par un attaquant de pointe de métier, à quelques jours de la clôture du mercato hivernal en Algérie.

La direction du club algérois est actuellement en négociations très avancées avec l'attaquant international camerounais Leonel Ateba (24 ans) sociétaire de Dynamo Douala, dont la signature du contrat est prévue dans les prochaines heures, selon des sources proche du club de la capitale.



Contre la somme de 150.000 dollars

Sidahmed Aissaoui va rejoindre le CSKA Moscou

Selon les informations exclusives d'Africafoot, le jeune milieu de terrain de l'USM Alger, Sidahmed Aissaoui va rejoindre le club russe du CSKA Moscou cet hiver contre la somme de 150.000 dollars. La jeune pépite algérienne, âgée de 19 ans et formée par l'académie de la fédération algérienne de football avant de rejoindre l'USMA il y a deux ans, intéressait depuis pas mal de temps déjà les dirigeants du CSKA.

Des pourparlers avaient été entamés en ce sens avec l'ancienne direction du club algérois (Un nouveau président a été nommé le 4 janvier dernier, ndlr) mais les différentes parties n'avaient pas réussi à trouver un ac-



cord. Dans un premier temps, le club russe proposait un prêt de 6 mois avec option d'achat, ce que l'ancien président de l'USMA, Sid Ahmed Arab a refusé, précisant que seul une vente di-

recte du joueur était possible.

Après plusieurs jours de réflexion, la direction du CSKA a fini par valider cette option, s'engageant à verser donc la somme de 150.000 dollars à son homologue de l'USMA. Dans le deal conclu entre les deux clubs, l'USMA bénéficiera de 25% en cas de revente du joueur à l'avenir.

Actuellement en stage avec la sélection algérienne des moins de 20 ans, Sidahmed Aissaoui ralliera la ville de Moscou dès ce regroupement terminé. Très habile techniquement, le natif de Blida évolue en tant que meneur de jeu et aura été l'un des meilleurs joueurs de l'équipe réserve cette saison de l'USM Alger.

Buteur historique de l'équipe Al-Sadd

Bounedjah proche d'un club saoudien

Et si Baghdad Bounedjah quittait le Qatar pour l'Arabie Saoudite ? Oui, c'est possible. Aux dernières nouvelles, un club saoudien a quasiment tout conclu avec Al-Sadd pour s'offrir l'international algérien lors du mercato hivernal.

Baghdad Bounedjah évolue à Al-Sadd depuis 2015. Il demeure le buteur historique de l'équipe qatarie, avec 2017 buts en 238 matchs, toutes compétitions confondues. Apparemment, c'est le clap de fin entre le joueur et le club qatari.

En effet, celui qui s'est distingué par trois buts avec l'équipe d'Algérie lors de la CAN-2023 est plus proche que jamais d'un départ. Sa future destination serait déjà connue puisqu'il devrait aller tenter une nouvelle expérience en championnat saoudien.

Selon les médias saoudiens, c'est le club Al-Shabab Saudi qui veut s'offrir l'attaquant des Verts. Ils rapportent que les responsables du club saoudien ont quasiment tout conclu avec leurs homologues qataris pour le transfert du joueur.



Il faut dire que les responsables d'Al-Sadd ne s'opposent pas au départ de leur buteur. En effet, ils ont accepté de lui accorder un bon de sortie cet hiver afin de bénéficier financièrement de son transfert, à six mois de la fin de son contrat.

Ainsi, et si tout se déroule comme prévu, l'enfant d'Oran pourrait officialiser sa venue dans son nouveau club dans les heures à venir, soit avant la clô-

ture du mercato hivernal. Il devrait évoluer au côté de plusieurs internationaux algériens qui jouent en championnat saoudien. On cite notamment Riyad Mahez, Abdelkader Badrane ou encore Farouk Chafaï et Mustapha Zeghba. À noter que le nom de Baghdad Bounedjah a été également lié au Mouloudia d'Alger. Mais, apparemment, ce ne sont que des rumeurs balancées sur les réseaux sociaux.

Contre toute attente L'OM a repris l'avantage dans le dossier Benrahma

Contre toute attente, Saïd Benrahma et son entourage auraient finalement choisi l'Olympique de Marseille, d'après La Tribune Olympique. Qui plus est, les deux clubs se seraient enfin tombés d'accord pour un prêt avec option d'achat de l'international algérien. Il reste à régler la prise en charge du salaire du joueur. Engagé avec West Ham jusqu'en 2026, l'ancien joueur de Brentford est estimé à 22 millions d'euros. Saïd Benrahma touche un salaire annuel de 3 271 329 euros, en Angleterre.



Athlétisme/Meeting en salle de l'Eure Triki prend la 3e place au triple-saut



L'Algérien Yasser Mohamed-Tahar Triki a terminé à la troisième place du triple saut au meeting en salle de l'Eure, disputé dans le Val-de-Reuil (France).

Triki a été confronté à une rude concurrence, notamment, en présence des champions du monde en air libre et en salle, respectivement le Burkinabé Hugues Fabrice Zango et le Cubain Lazaro Martinez.

C'est d'ailleurs Zango qui a remporté ce concours, avec un saut à 17,15 mètres, devant Martinez (16,81m), alors que Triki a été mesuré à 16,66m, ce qui lui a permis de prendre la troisième place.

Il s'agit de la première sortie officielle pour Triki en cette nouvelle année 2024, et son rendement devrait s'améliorer au fil du temps, une fois qu'il aura trouvé son rythme de croisière.

De son côté, le demi-fondiste algérien Miloud Laredj a remporté la finale (B) du 400 mètres en 47:99. Il a devancé les Français Toumany Coulibaly (ES Montgeron) et Amaury Guillard (Caen Athlétic Club), entrés respectivement en deuxième et troisième positions, avec des chronos de 48:35 et 48:92.

Incroyable destin

La Côte d'Ivoire élimine le Sénégal et rejoint les quarts de finale

La Côte d'Ivoire se qualifie pour les quarts de finale de la CAN-2023 après sa victoire face au tenant du titre, le Sénégal aux tirs au but (5-4), après la fin du temps réglementaire et des prolongations sur un score nul d'un but partout.

Les « Éléphants » qui étaient à deux doigts d'une élimination lors du premier tour si ce n'est la victoire du Maroc face à la Zambie qui leur a permis de se qualifier miraculeusement parmi les 4 meilleurs troisièmes de la phase de poules, viennent de faire sortir le champion en titre, auteur d'un sans-faute, avec trois victoires en phase de groupes. Les « Lions de Teranga » ont annoncé vite la couleur en ouvrant le score dès la 4ème minute par Diallo. À trois minutes de la fin du temps réglementaire de la partie, la Côte d'Ivoire a réussi à revenir dans le match en égalisant grâce à Kessié sur penalty (87'), arrachant les prolongations pour son équipe. Ces dernières n'ont rien connues de spécial et les deux équipes se sont dirigées vers la séance des tirs au but qui a souri au pays organisateur, la Côte d'Ivoire, qui valide ainsi son ticket pour les quarts, revenant de loin dans cette compétition exceptionnelle.



Quel avenir pour le recyclage du plastique ?

Automates de tri, simplification de la gamme de matériaux, développement de traitements fondés sur des microorganismes... Chercheurs et entreprises productrices explorent différentes voies d'amélioration du recyclage des matières plastiques, encore très insuffisantes.

C'est un porte-savon comme il s'en vend des millions dans le monde. Parmi les produits de beauté d'un magasin de São Paulo, au Brésil, ce porte-savon en plastique blanc cassé, à la forme lisse et arrondie comme un galet de rivière, est cependant singulier. Alors que la plupart des plastiques sont fabriqués à partir de pétrole, une partie de la matière qui le compose est issue du méthane produit par une station de traitement des eaux en Californie. À l'intérieur de cette station, un bioréacteur de 10 mètres de haut abrite des bactéries connues sous le nom de « méthanotrophes », qui transforment le méthane en une molécule appelée poly (3-hydroxybutyrate), ou P3HB. Pour ces bactéries, le P3HB joue le rôle d'une sorte de batterie interne qui stocke l'énergie. L'entreprise de biotechnologie Mango Materials, située à Redwood City, en Californie, utilise, elle, le P3HB comme une matière première, qu'elle extrait des bactéries pour en faire des granules de la taille d'une lentille. C'est sous cette forme que la matière brute se présente le plus couramment dans l'industrie plastique, avant d'être transformée – ici, en porte-savon. Mango Materials s'inscrit dans le cadre des efforts croissants déployés par les scientifiques, les organisations non gouvernementales et les entreprises, grandes et petites, pour rendre les plastiques plus durables. « Nous avons un long, très long chemin à parcourir », reconnaît Molly Morse, ingénieure en biopolymères et directrice générale de Mango Materials. L'entreprise produit moins de 45 tonnes de P3HB par an, soit une quantité infime, par rapport aux 400 millions de tonnes de plastique attribuées à l'industrie chaque année, pour produire emballages alimentaires, matériaux de construction, composants électroniques, vêtements, etc. L'industrie du plastique dépend de ressources non renouvelables. Plus de 90 % de la production mondiale est constituée de plastiques primaires – nouvellement fabriqués, plutôt que recyclés – issus de produits pétroliers. Cela mobilise une énorme quantité d'énergie et induit des émissions de gaz à effet de serre. D'ici à 2050, les émissions liées à la production de plastique pourraient représenter 15 % du budget



carbone que l'on estime devoir ne pas dépasser pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C. Les plastiques posent également un très important problème de gestion des déchets. « Le volume des déchets produits ne ressemble à celui d'aucune autre chaîne d'approvisionnement », relève Katherine Locock, chimiste spécialiste des polymères à l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) à Melbourne, en Australie. Environ 70 % des plastiques produits jusqu'à aujourd'hui ont déjà été jetés. Le plastique à usage unique, en particulier les emballages, représente environ 40 % de la production en Europe. Les plastiques les plus utilisés persistent ainsi dans les décharges ou dans l'environnement pendant des décennies, voire des siècles, après avoir été jetés. En théorie, de nombreux plastiques d'usage courant sont susceptibles d'être recyclés. Mais seul un dixième environ des matériaux plastiques jamais produits a été recyclé une fois, et seulement 1 % environ l'a été deux fois. « Cela coûte moins cher de fabriquer un nouveau produit en plastique que de le collecter et de le recycler ou de le réutiliser, explique Kristian Syberg, qui étudie la pollution plastique à l'université de Roskilde, au Danemark. Il s'agit d'un problème systémique. » Pour changer la donne, il faudra agir sur plusieurs fronts : développer les technologies de recyclage existantes et les diffuser dans le monde entier, en

mettre au point de nouvelles pour traiter les plastiques récalcitrants, tirer parti d'une meilleure compréhension des processus naturels pour faciliter la production et l'élimination des plastiques, et réduire la production de ceux qui sont à usage unique. Ces actions pourraient avoir des retombées positives sur l'économie circulaire au sens large. « Il y a beaucoup à apprendre de ce qui se passe dans le domaine du plastique, incroyablement actif, pour l'appliquer à d'autres secteurs », estime Sarah King, chercheuse en économie circulaire à l'université technologique de Swinburne, à Melbourne, en Australie.

Un meilleur tri

Les études montrent que pour rendre les plastiques plus durables, le recyclage doit être massivement développé dans le monde entier. Aujourd'hui, il est majoritairement de type mécanique. Les déchets plastiques sont collectés, nettoyés, triés, déchiquetés, puis fondus et transformés en granules, qui seront vendus aux fabricants. Le processus semble simple, mais en pratique c'est loin d'être le cas. « Le problème, c'est qu'il existe de très grandes quantités de plastiques différents », explique Ed Cook, qui étudie les déchets plastiques dans le cadre de l'économie circulaire à l'université de Leeds, au Royaume-Uni. Or les différents types de plastique se mélangent mal lorsqu'ils sont fondus, et même de petites quantités d'un type donné risquent de dégrader la qualité de tout un lot. Dans les pays à revenu élevé, le tri s'effectue

généralement à l'aide de machines de haute technologie dans des installations de recyclage à grande échelle. Ces installations ciblent généralement les types de plastique les plus couramment utilisés, en particulier le polyéthylène téréphtalate (PET, utilisé pour fabriquer des bouteilles de boissons gazeuses et d'eau), le polyéthylène haute densité (PEHD, que l'on trouve dans les bouteilles de lait et de shampoing), et parfois le polyéthylène basse densité (PEBD, utilisé pour de nombreux sacs) et le polypropylène (bouchons de bouteilles et paquets de chips). Malgré un tri rigoureux, le plastique recyclé est presque toujours de moins bonne qualité que le plastique primaire. Plus de 10 000 additifs différents sont disponibles pour apporter couleurs et propriétés techniques différentes. Les plastiques d'un même type contiennent souvent différentes combinaisons d'additifs, ce qui donne des matériaux recyclés dont les propres combinaisons d'additifs sont dès lors imprévisibles et souvent sous-optimales. En outre, les longues chaînes de polymères qui composent ces matériaux deviennent légèrement plus courtes à chaque fois qu'elles sont fondues. Tous ces facteurs entraînent généralement un recyclage à la baisse, parfois appelé « dé-cyclage », aboutissant à des produits aux qualités techniques ou esthétiques moindres. Par exemple, une bouteille de boisson en plastique de qualité alimentaire devient un vêtement en laine polaire ou des éléments pour

un banc public. Comme les fabricants ne peuvent pas confectionner beaucoup de produits satisfaisants avec du plastique recyclé, le marché est limité, observe Magdalena Klotz, ingénieure et doctorante en conception de systèmes écologiques à l'Institut fédéral suisse de technologie (ETH), à Zurich, en Suisse. La chercheuse et ses collaborateurs ont montré que même si 80 % du plastique en Suisse était collecté pour être recyclé, seuls 20 % environ aboutiraient à des produits dans le matériau recyclé. « Il ne suffit pas de collecter davantage », dit-elle. En l'absence d'autres changements dans la filière, « nous obtenons des matériaux secondaires qui ne peuvent pas être utilisés ». Pour rationaliser le recyclage mécanique et améliorer la qualité des plastiques secondaires, certains chercheurs travaillent à la mise au point de composés chimiques appelés « comptabilisants », qui aident les différents types de plastique à se mélanger uniformément lorsqu'ils sont fondus. « L'idée n'est pas nouvelle, mais son application au recyclage a pris récemment de l'importance », souligne Megan Robertson, ingénieure chimiste à l'université de Houston, au Texas. Plusieurs agents de compatibilité facilitant le mélange de certains types de plastique sont désormais disponibles dans le commerce, et la chercheuse travaille à la mise au point d'un comptabilisant susceptible d'être efficace avec une variété de mélanges de polymères.



Souvent boudée, la betterave rouge est pourtant un allié incontournable pour une santé de fer, et une peau lumineuse et hydratée. Source de vitamines et minéraux, cette racine apporte de nombreux bienfaits reconnus pour le teint et l'organisme. Quels sont les bienfaits de la betterave ? Comment agit-elle sur la santé, la peau et les cheveux ? Découvrez tous les secrets de la betterave crue, cuite ou en infusion... et même en cosmétiques !

Les bienfaits de la betterave sur la santé, la peau et les cheveux



La betterave rouge : un concentré de nutriments
La betterave de variété potagère est un légume racine aussi appelé betterave rouge. Sa composition nutritionnelle très complète en fait une plante aux nombreux bienfaits notamment pour la santé, la peau et les cheveux. La betterave contient des bêtaïnes (ce sont les pigments responsables de sa coloration rouge très foncée) qui sont de puissants antioxydants naturels. La betterave contient aussi des fibres et de nombreuses vitamines des groupes A, B, C, E et K ainsi que des oligo-éléments (manganèse, magnésium, iode, cuivre, fer...). C'est pourquoi le jus de betterave bio crue fait maison est rempli de bienfaits et de vertus detox du foie et perte de poids : aucune raison de s'en priver !

Sur la santé, quels sont les bénéfices ?
Véritable concentré de bêtaïne, la betterave aide à purifier l'organisme, et notamment le foie. Elle permet une bonne élimination des déchets, et facilite l'action de filtre antitoxines du foie. Son action détoxifiante va de pair avec une régulation du cholestérol grâce à la présence de nitrates (adieu le mauvais cholestérol). La présence également de

vitamines et fer fait de la betterave un allié des femmes enceintes pour le bon développement du fœtus. Enfin, et pas des moindres, on la connaît aussi comme véritable booster de bonne humeur, grâce à la bêtaïne qui favorise la production de sérotonine.
Et sur la peau, quels sont les bienfaits ?
Grâce à son action sur la bonne circulation sanguine et sa vitamine C, la betterave a de nombreux bienfaits sur la peau favorise la diminution des cernes, et des tâches sur le visage. Votre teint sera également plus lumineux et plus éclatant grâce à la présence du bêta-carotène qui assure un effet bonne mine.

On vous conseille pour cela le masque hydratant et peeling doux à la betterave de Cultiv, à appliquer une fois par semaine.
Une peau hydratée et apaisée
La bêtaïne présente dans la betterave est un actif naturel avec des propriétés hydratantes, apaisantes et anti-inflammatoires. Les cellules conservent ainsi l'eau qui y est présente, ce qui permet de garder une peau pulpeuse et bien hydratée. Chic plus ultra, les cosmétiques à base de betterave sont totalement recommandés pour les peaux sèches et sensibles : terminées les sensations de tiraillements ! Go la crème hydra-

tante jour et nuit de Cultiv à la betterave, épinard & chicorée : à utiliser matin et soir, pour une peau soignée et hydratée.

Une peau détoxifiée
Les propriétés anti-inflammatoires, hydratantes et repulpantes de la betterave rouge préviennent également de l'acné, mais aussi de la cellulite ! Les imperfections sont éliminées, et votre peau douce et saine. Ici, on vous suggère le lait pour le corps hydratant à la betterave & chicorée : il apaise les peaux irritées, hydrate l'épiderme et restaure le film hydrolipidique à sa surface.

Une peau éclatante
Les actions antioxydantes de la betterave (provenant de ses pigments (anthocyanes)) permettent à la peau de garder tout son éclat, et de la protéger des agressions extérieures quotidiennes (pollution, UV, lumière bleue). Les molécules antioxydantes permettent donc de lutter contre le stress oxydatif et de limiter l'apparition des rides en maintenant une peau ferme et élastique. Cultiv propose ici des compléments alimentaires sous forme de gummies, goûtés et validés par tout le team Chic des Plantes ! Pas de goût de betterave, mais de délicieux « bonbons » pour garder une peau éclatante, qui dit mieux ?

Des cheveux renforcés et plus brillants
La betterave rouge a donc des actions bénéfiques pour la santé, la peau, mais elle présente aussi de nombreux bienfaits pour les cheveux. Ses propriétés riches en potassium et vitamine B9 permettent de lutter contre les petits maux du quotidien : sécheresse du cuir chevelu et pellicules. Elles permettent aussi de renforcer leur pousse, les durcir, et les rendre plus brillants grâce au fer contenu dans la betterave également.

Dents jaune Quels traitements ?

Vous souhaitez avoir des dents plus blanches ? Que vos dents jaunes soient d'origine pathologique, liées à vos mauvaises habitudes (consommation d'aliments acides, ...) ou à la génétique, il existe de nombreuses solutions d'éclaircissement dentaire. Afin de retrouver un sourire éclatant grâce à un traitement adapté, il est conseillé de consulter un dentiste. Nous vous exposons toutes les solutions qui s'offrent à vous pour obtenir une dentition parfaite. Vos dents vous semblent moins blanches que d'habitude ? Votre consommation de tabac, de café, de boissons colorées jaunit vos dents ? Il existe des solutions pour blanchir vos dents naturellement. Le charbon végétal. Déposez de la poudre de charbon végétal sur votre brosse à dents et brossez vos dents comme d'habitude. Rincez, puis procédez à un brossage classique au dentifrice. Réalisé une fois par semaine, ce soin permet de blanchir la surface des dents et améliore votre hygiène bucco-dentaire. Le bicarbonate. Il peut être utilisé de la même façon que le charbon seul sur une brosse humide ou mélangé à votre dentifrice. Un brossage hebdomadaire au bicarbonate est idéal pour éviter la coloration des dents. Le citron. Brosser vos dents au citron permet de préserver l'émail de vos dents et la blancheur de ces dernières. Attention cependant : le jus de citron peut être douloureux



si vous avez les dents sensibles ou la dentine ou l'émail en mauvais état. Lé détartrage. Afin de traiter les dents jaunes, dans un premier temps, le patient peut subir un détartrage qui permettra de retirer la couche accumulée de tartre. À l'aide d'une fraiseuse, le dentiste élimine la plaque calcifiée située autour des dents. Une première partie des dépôts jaunés sont éliminés. Afin de compléter le traitement, le dentiste procède à un polissage des dents afin d'enlever les taches jaunes sur l'émail de la dent. Le résultat

est immédiat, les dents sont instantanément plus blanches. Une sensation de propreté et de douceur est ressentie quand le patient passe sa langue sur ses dents. La plaque dentaire est détruite grâce à ce traitement ambulatoire rapide et indolore. Le blanchiment des dents. C'est le soin le plus connu et le plus répandu. Il apporte de la blancheur aux dents colorées par le tabac, la génétique ou encore par la vieillesse. En plus de l'assainissement des dents par le détartrage et le polissage, il est possible d'ac-

centuer le blanchiment des dents avec un produit de blanchiment qui préserve l'émail dentaire tout en enlevant les taches dues aux colorants alimentaires (café, épices ...) ou à la nicotine. Les dentistes utilisent habituellement du peroxyde d'hydrogène, une solution qui doit être parfaitement dosée pour préserver votre émail. Le soin peut être réalisé à domicile ou en institut, sous une lampe led. Ce type de soin dentaire peut permettre de blanchir les dents de plusieurs teintes. Il doit être réalisé au moins une fois dans l'année pour durer. Les facettes dentaires. Ces coques en céramiques sont posées sur les dents. Elles permettent d'embellir le sourire. Cette solution permet de métamorphoser la dentition du patient. On pose des facettes pour obtenir un sourire éclatant, mais aussi pour obtenir des dents plus longues (quand la dentition est abîmée par un bruxisme sévère, par exemple) ou camoufler des dents en très mauvais état. Les dents colorées de manière irrémédiable par le café, ou abîmées par un choc peuvent être corrigées par la pose de facettes. Il s'agit d'un acte médical, réalisé par un dentiste professionnel. Un examen dentaire poussé est important, ce type de prestation ne devant pas être réalisé à la légère. La pose de facettes dentaires implique en effet de limer légèrement l'émail des dents.

LE MEDIATEUR MAGHREBIN
Quotidien National d'information
www.lemediateurmaghrebin.dz
Quotidien national d'information
édité par sarl dihia lilialam

Directeur de publication
Mesbah Hafid
Directeur Administratif
Chabane Nassim
Rédacteur en Chef
Keddouh Mohand Seghir
Directeur technique
Hamadi Lyes

Adresse Email:
lilialamsarldihia@gmail.com
Adresse:
N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger
Nombre de tirage :
2000

PUBLICITÉ
POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone: 021 73 71 28 / 021 73 76 78
021 74 99 81
Fax: 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Impression Simpral
Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.

météo			
Mardi 30 janvier	Mercredi 31 janvier	Jeudi 1 février	Vendredi 2 février
20 °C / 9 °C Très nuageux	18 °C / 9 °C Nuageux dans la mat...	18 °C / 6 °C Peu nuageux	18 °C / 7 °C Peu nuageux
Tôt nuageux. Doux. Maximales : 20 °C. Vents O et variables.	Nuageux matinaux suivis d'une après-midi ensoleillée. Maximales : 18 °C. Vents NO soufflant de 10 à 15 km/h.	Partiellement nuageux. Maximales : 18 °C. Vents NNO soufflant de 10 à 15 km/h.	Partiellement nuageux. Maximales : 18 °C. Vents NNO soufflant de 10 à 15 km/h.

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER	
Fajr	06:14
Sunrise	07:50
Dhuhr	13:01
Asr	15:52
Maghrib	18:13
Isha	19:38

Mercredi 31 janvier 2024 - N°: 59 - Prix:10 DA - Email: lemediateurmaghrebin454@gmail.com

CLASSEMENT DES UNIVERSITÉS

M. Badari reçoit le directeur exécutif de la société «QS»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a reçu à Alger, le directeur exécutif de la société «QS» spécialisée dans le classement des universités, M. Ashwin Jerome Fernandes», a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui a réuni M. Baddari et le directeur exécutif de la société «QS», vise «la mise en place d'une stratégie nationale de coopération en la matière entre le ministère et QS, en vue de promouvoir la visibilité des établissements universitaires en Algérie», précise la même source. A cet égard, M.

Ashwin Jerome Fernandes a souligné «l'importance de cette rencontre lors de laquelle les deux parties ont discuté d'un plan à long terme couvrant l'ensemble des universités algériennes en vue de les préparer à la compétitivité au niveau international», mettant en avant ses aspirations à «asseoir les bases d'une coopération bilatérale entre les deux parties dans un avenir proche», conclut le communiqué.



SONATRACH

Financement de plusieurs projets de développement de proximité

Le groupe Sonatrach contribue au financement de plusieurs projets s'inscrivant dans le cadre du développement de proximité au profit des habitants de la wilaya d'El-Menia, où le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab effectue une visite de travail et d'inspection, a indiqué un communiqué du Groupe. Dans le cadre de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya d'El-Menia, accompagné du président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, de cadres centraux et d'autorités publiques de la wilaya, M. Arkab a présidé la cérémonie de signature d'une convention de spon-

soring entre Sonatrach et la commune d'El-Menia, note le communiqué. Cette convention a pour objectif d'assurer «le financement du projet de réalisation d'une salle multi-activités, une opération s'inscrivant dans le cadre des démarches de Sonatrach visant à accompagner les efforts consentis par l'Etat pour la concrétisation des projets de développement de proximité au profit des habitants de la région», selon la même source. En outre, M. Arkab s'est enquis de la prise en charge sanitaire assurée par le centre médico-social (CMS) de Sonatrach au niveau de cette wilaya. Ce dernier assure des services de santé au profit des travailleurs du Groupe et aux citoyens nécessitant une

prise en charge sanitaire. Lors de cette visite, le ministre a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un transformateur électrique «Hassi Fehal» et du projet d'un poste électrique 220/400 Kilovolts (KV), outre l'inspection du projet de raccordement d'une exploitation agricole «Hadjadj» à l'électricité. M. Arkab a également donné le coup d'envoi au projet de raccordement au réseau électrique indépendant du pôle d'In-Salah, Adrar et Timimoun au réseau national d'électricité. Il s'agit de la réalisation d'une ligne de transmission à double circuits (400 kv) de Hassi R'mel jusqu'à Timimoun sur une distance de 700km.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

Le chef de l'ONU rencontre les donateurs de l'UNRWA

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, doit rencontrer, ce mardi, les principaux donateurs de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), alors que des ONG ont lancé un appel pour que les fonds continuent d'être acheminés à Gaza, soumise à une agression génocidaire sioniste depuis le 7 octobre 2023. Le porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, a déclaré que «le message aux donateurs - en particulier à ceux qui ont suspendu leurs contributions - est d'au moins assurer la continuité des opérations de l'UNRWA, car nous disposons de di-

zaines de milliers d'employés dévoués», travaillant dans toute la région. Dujarric a souligné «la nécessité de répondre aux besoins urgents des habitants désespérés». Il a ajouté que le secrétaire général de l'ONU avait également rencontré le chef du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), la plus haute instance d'enquête du système des Nations unies. Dujarric a déclaré que la réunion avait pour but de garantir que les allégations de participation présumée d'un certain nombre d'employés de l'UNRWA à l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» menée par la résistance palestinienne le 7 octobre, feraient l'objet d'une enquête «aussi rapide-

ment et efficacement que possible». Il a poursuivi : «Nous avons un processus de responsabilisation en cours. Pendant que cela se produit, les gens doivent survivre et nous avons besoin d'un soutien continu à l'UNRWA et à l'ensemble de notre travail humanitaire». Lundi également, un groupe d'agences d'aide internationale et d'ONG a appelé les pays qui ont retiré leur financement à l'UNRWA «à réaffirmer leur soutien au travail vital» accompli par l'agence des Nations unies. Il s'agit notamment du Conseil norvégien pour les réfugiés, d'Oxfam, de Save the Children et de War Child Alliance.

Aggression sioniste

La famine «est inévitable» à Ghaza

Le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri, a déclaré que la famine «est devenue inévitable» à Ghaza, après que certains pays ont cessé de financer l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Cité par l'agence de presse palestinienne Wafa, Fakhri a expliqué dans un message sur la plateforme X que, «cesser de soutenir l'UNRWA signifie laisser 2,2 millions de personnes sous le poids de la faim». Lundi, l'UNRWA avait annoncé qu'elle ne serait plus en mesure de poursuivre ses opérations à Ghaza et dans la région au-delà de la fin du mois de février prochain, si le financement ne reprenait pas. Par ailleurs, plusieurs Etats et organisations ont dénoncé la décision de la suspension par certains gouvernements occidentaux de leurs financements au profit de l'UNRWA, soulignant qu'«une telle décision est irréfléchie et précipitée». Les pays qui ont suspendu leur financement à l'agence sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Finlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Suisse, le Japon et l'Autriche, rappelle Wafa.